

L'INTEROPÉRABILITÉ SERA  
ÉLARGIE À 15 BANQUES

## Expansion du m-paiement

Lire l'article  
de M.A.  
page 3



## SECTEURS STRATÉGIQUES Du nouveau pour la cession d'actions aux étrangers

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3

**GHAZA**  
Des milliers  
d'enfants de  
moins de cinq  
ans souffrent  
de malnutrition  
aiguë

Lire l'article de  
Mohamed Mehdi page 2



**UNE ENQUÊTE  
DE PLUS DE SIX MOIS  
Un réseau spécialisé  
dans le trafic de migrants  
neutralisé P.3**



Notre supplément  
**AUTOUR  
DU MONDE**  
Avec la  
collaboration de  
PROJECT  
SYNDICATE  
P.8 & 9

Comment Trump  
pourrait réparer le G20



PAR JIM  
O'NEILL\*  
ET  
RAMI KIWAN\*\*



\*Un ancien ministre du Trésor  
britannique et un ancien président de  
Goldman Sachs Asset Management.  
\*\*Un ancien chef de l'unité de straté-  
gie politique et de planification pour  
la présidence saoudienne  
du G20 en 2020.

Laisser fleurir un millier  
de régimes d'IA



PAR ANGELA  
HUYUE ZHANG

Professeur de droit à l'université  
de Californie du Sud\*

L'agriculture au service  
de la sécurité



PAR BRAM  
GOVAERTS\*  
ET  
ALICE RUHWEZA\*\*



\*Directeur général du CIMMYT.  
\*\*Présidente de l'AGRA.

Les monnaies stables sont  
inévitables



PAR LUCREZIA  
REICHLIN

Ancienne directrice de la recherche  
à la Banque centrale européenne,  
est professeur d'économie à la London  
Business School.



# Ghaza Des milliers d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë

**Samedi, 51<sup>e</sup> jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en poursuivant ses attaques meurtrières contre les civils de Ghaza et en ne respectant pas le volet des aides humanitaires préconisé par le « plan de paix », et ce en total accord avec l'administration Trump.**

Mohamed Mehdi

Le dernier rapport statistique du ministère de la Santé, publié hier, fait état de 2 martyrs, dont 1 nouvelle victime et 1 corps retiré des décombres, ainsi que 11 blessés, enregistrés lors des précédentes 48h (jeudi et vendredi).

Le nombre de victimes des attaques israéliennes, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025, passe à 354 martyrs et 906 blessés, ainsi que 606 corps exhumés des décombres des bâtiments bombardés. Le bilan global des victimes du génocide israélien à Ghaza passe à 70.100 martyrs, après l'ajout de 299 martyrs au décompte cumulatif, après confirmation des données par la commission spécialisée, ainsi que 170.983 blessés, précise le document.

L'entité sioniste continue de transgresser le cessez-le-feu à Ghaza. Hier, deux enfants sont tombés en martyrs sous des tirs israéliens dans la région de Bani Suheila, située à l'intérieur de la Ligne verte, à l'est de Khan Younes, ont indiqué des sources au complexe médical Nasser. L'armée israélienne a intensifié ses bombardements terrestres, maritimes et aériens depuis le début de la matinée de samedi sur différentes parties de la bande de Ghaza.

Cité par Al Jazeera, le correspondant de l'agence turque Anadolu a rapporté que les bombardements ont ciblé les zones orientales de la ville de Ghaza, de Beit Lahia, du camp de réfugiés d'al-Bureij, de ville de Rafah, ainsi que d'al-Qarara et de Bani Souheila, à l'est de Khan Younes. Des avions de combat israéliens ont mené une série de frappes aériennes sur les quartiers al-Shuja'iya, al-Tuffah, et al-Zaytoun dans la ville de Ghaza.

Le Hamas a affirmé que le meurtre délibéré de deux enfants par les forces israéliennes confirme la volonté de l'occupation sioniste à poursuivre sa guerre d'extermination et a appelé les médias à prendre des mesures fermes pour mettre fin aux violations israéliennes.

## Journée de solidarité avec la Palestine : Des appels à poursuivre la mobilisation

Des organisations palestiniennes pour la défense des prisonniers ont appelé, samedi, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, célébrée chaque année le 29 novembre, à des poursuites contre les responsables impliqués dans les crimes de guerre commis contre des détenus dans les prisons israéliennes.

Dans une déclaration conjointe, le Club des prisonniers palestiniens, la Commission des affaires des détenus et ex-détenus, et l'Association Addameer de soutien aux prisonniers et de défense des droits humains, ont adressé un message aux « peuples libres du monde » et à la communauté internationale à : « imposer un embargo global sur les armes à destination de l'occupation israélienne », « activer les mécanismes de compétence universelle pour enquêter et poursuivre les individus responsables de crimes de guerre et de violations commises contre des détenus palestiniens », de suspendre « toute coopération diplomatique, militaire et économique » avec Israël, et

de « mettre en œuvre un boycott généralisé, des désinvestissements et des sanctions ciblées pour démanteler les systèmes d'oppression et promouvoir l'obligation de rendre des comptes ».

De son côté, le Hamas a appelé, hier, à une « intensification de l'action populaire mondiale contre Israël et ses pratiques à l'encontre du peuple palestinien », rappelant que « la terre de Palestine, et en son cœur Al-Quds et la mosquée d'Al-Aqsa, était et restera une terre palestinienne ».

## UNICEF : La malnutrition persiste à Ghaza, menaçant la vie des enfants

Dans un rapport publié vendredi, l'UNICEF affirme que Ghaza enregistre encore des « niveaux élevés de malnutrition (qui) continuent de mettre en danger la vie et le bien-être des enfants », et que la situation est « aggravée par l'arrivée de l'hiver qui accélère la propagation des maladies et accroît le risque de décès chez les plus vulnérables ». « Les dépistages nutritionnels menés par l'UNICEF et ses partenaires ont permis d'identifier près de 9300 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë en octobre, contre 11.746 en septembre et 14.363 en août », affirme l'organisation onusienne. Le rapport explique que « bien que cette tendance à la baisse témoigne de progrès dans le traitement et la prévention de la malnutrition aiguë chez les enfants de Ghaza », il a été enregistré en octobre « l'un des taux d'admission mensuels les plus élevés jamais observés, soit près de cinq fois plus qu'en février 2025, lors du précédent cessez-le-feu ». « Malgré les progrès réalisés, des milliers d'enfants de moins de cinq ans souffrent encore de malnutrition aiguë à Ghaza, et beaucoup d'autres n'ont ni abri, ni installations sanitaires adéquates, ni protection contre le froid », a déclaré Catherine Russell, directrice générale de l'UNICEF. « Trop d'enfants à Ghaza souffrent encore de la faim, de la maladie et du froid, des conditions qui mettent leur vie en danger. Chaque minute compte pour les protéger », a-t-elle ajouté. L'organisation note également que si « l'acheminement de denrées alimentaires à Ghaza s'est intensifié, ces dernières semaines, entraînant une baisse des prix et un meilleur accès à l'alimentation pour les familles », il reste que « de nombreux produits essentiels, notamment les aliments d'origine animale, restent indisponibles ou inabordables pour la plupart des habitants ». « Une enquête menée par l'UNICEF auprès des familles en octobre a révélé que deux enfants sur trois de moins de 5 ans avaient consommé deux groupes alimentaires, voire moins, sur les huit recommandés la semaine précédente, principalement des céréales, du pain ou de la farine », ajoute le document. L'UNICEF exhorte « toutes les parties » à « ouvrir simultanément tous les points de passage vers la bande de Ghaza, en simplifiant et en accélérant les procédures de dédouanement et en accordant une priorité claire à l'entrée des fournitures humanitaires » et de « permettre à l'aide humanitaire d'emprunter toutes les voies d'acheminement possibles, y compris via l'Égypte, Israël, la Jordanie et la Cisjordanie ».

# L'APS dénonce la «surenchère» de certains partis «Faillite politique et violation flagrante de la Constitution»

Certains partis politiques ont sommé définitivement dans la faillite politique en raison de leur incapacité totale à présenter un programme au peuple algérien, faisant de la démagogie leur feuille de route pour amorcer une campagne électorale anticipée des prochaines Législatives et Locales. L'un de ces partis surenchérit sur les positions internationales de l'Algérie, ce qui est une violation flagrante de la Constitution qui attribue au président de la République l'exclusivité des prérogatives en matière de politique étrangère, que lui confère le mandat populaire dès son élection, le Président ayant présenté aux Algériens, à travers son programme, les

principes fondamentaux de la diplomatie, les politiques et approches que l'Algérie adoptera concernant tous les dossiers internationaux d'actualité.

L'atteinte à la politique étrangère constitue un acharnement flagrant non contre le Président mais contre un pays que le Président incarne conformément à la Constitution.

Au même moment où cela se produit, un autre parti politique fait de la démagogie sa nouvelle conception en prévision des prochaines échéances électorales locales et nationales, présentant les dispositions juridiques fondées sur les lois de la République, en matière de lutte contre le discours de la haine comme étant erronées, ce qui

est un indicateur dangereux quant au risque de ramener le peuple algérien à l'époque des rivalités et de la fitna après qu'il ait dit son mot, à travers l'approbation par ses représentants au Parlement, de la loi sur la lutte contre la haine entre Algériens, et certains de ces mêmes partis sont représentés au Parlement et ont voté en faveur de cette loi. Face à cette flagrante contradiction avec l'éthique politique, apparaît clairement l'intention de certains partis de manipuler la Justice et les lois de la République pour renouer avec les mauvais usages, le clientélisme et le régionalisme exécrable, définitivement révolus depuis le 12 décembre 2019.

## ANALYSE

Laala Bechetoula

**Il y a des pays où la 5G fait déjà partie du quotidien. D'autres parlent de 6G comme d'une transition naturelle. Et puis il y a le nôtre, où chaque avancée se négocie, s'étudie, se teste... et attend.**

**En juillet 2025, l'Algérie a attribué des licences 5G provisoires à ses trois opérateurs Mobilis, Djazzy et Ooredoo avec un déploiement prévu pour le troisième trimestre. C'est une étape importante. Mais elle arrive quand la Corée du Sud a lancé sa 5G en avril 2019, et où 70 pays en disposaient déjà dès juin 2022. Ce décalage ne raconte pas un échec. Il raconte une histoire de tempo. Et dans un monde où l'innovation se mesure en trimestres, un retard de six ans ressemble à un siècle. Le Président Tebboune a ordonné, en avril 2025, des études approfondies sur la 5G, soulignant l'importance d'une préparation rigoureuse. C'est prudent. C'est aussi long. Pendant ce temps, la Tunisie a lancé sa 5G en février 2025, l'Égypte en juin. Ces pays n'étaient ni plus riches ni plus puissants. Ils ont simplement décidé plus vite.**

**Le ministre Zerrouki a expliqué que l'Algérie vise «une position de leadership» plutôt qu'un lancement «quasi-formel» comme certains voisins. C'est louable. Mais dans un monde où le marché de la 6G atteindra 110 milliards de dollars d'ici 2036, et où les études techniques sur la 6G ont commencé en juin 2025 avec un déploiement prévu vers 2030, cette équation devient fragile.**

**Pendant qu'on peaufine notre 5G, le monde prépare déjà la suivante. L'Algérie ne manque pas d'ambition. Plus de 500 projets numériques sont prévus pour 2025-2026. La stratégie «Digital Algeria 2030» vise à former 500.000 spécialistes TIC et à porter la contribution numérique à 20% du PIB. Impressionnant sur le papier. Mais voici le paradoxe : 83,3 % des Algériens utilisent déjà la 4G. L'infrastructure existe. Les opérateurs sont prêts. Entre 60 et 70 % des Smartphones sont compatibles 5G. Alors pourquoi attendre ?**

**La réponse se trouve dans notre manière d'aborder la transformation : par étapes, par paliers, mais rarement avec cette synchronisation qui permet un vrai saut technologique. Résultat : l'Algérie reste 1161<sup>e</sup> sur 193 pays dans l'indice de développement de l'e-gouvernement des Nations Unies en 2024. On avance, mais par fragments. On pourrait dire : la 4G fonctionne, pourquoi se presser ? Parce que la 5G n'est pas une 4G améliorée. C'est l'infrastructure qui permet la télé-médecine en temps réel, la téléchirurgie, l'Internet des objets médicaux, l'automatisation industrielle, la maintenance prédictive. Grâce à sa faible latence, les hôpitaux peuvent surveiller les patients à distance et intervenir de manière proactive. Les usines peuvent se moderniser selon les standards de l'Industrie 4.0. Sans 5G, tout cela reste théorique. Des concepts PowerPoint qui attendent leur infrastructure.**

**L'Algérie compte environ 800 startups actives, ce qui en fait le deuxième acteur africain. Le Fonds algérien des startups dispose de 2,4 mil-**

## Algérie 5G, Quand le futur attend au guichet

**liards de dinars et finance plus de 100 startups. Mais l'écosystème reste fragile : le capital-risque est quasi inexistant, le financement rare, les réglementations complexes.**

**Plus problématique : l'Algérie forme deux millions d'ingénieurs par an, mais l'écosystème reste sous-développé. Comme l'observe un analyste : «L'Algérie a plus d'ingénieurs que de startups où vont-ils ?» La réponse est simple : ils partent. 95 % des étudiants en ingénierie veulent quitter l'Algérie après leur diplôme. 15.000 médecins algériens travaillent en France, et 4.000 ont demandé à partir l'année dernière. La France accueille plus de 30.000 étudiants algériens. Selon l'ONU, chaque professionnel qui émigre représente une perte de 184.000 dollars. Ces chiffres racontent une histoire simple : l'Algérie forme des talents de classe mondiale, puis les regarde partir ailleurs pour prospérer. Le chômage des jeunes atteignait 30,8 % en 2023. Le retard 5G ne provoque pas de crise immédiate. Mais ses effets sont profonds.**

**L'industrie reste analogique dans un monde numérique. Les jeunes talents cherchent des environnements où expérimenter ; là où la 5G n'existe pas, certaines vocations partent plus vite que les câbles n'arrivent. Le déploiement algérien commencera dans huit wilayas pilotes avant une expansion progressive. Compréhensible. Mais cela signifie que pendant des mois, certaines régions resteront déconnectées de la prochaine décennie numérique. L'Algérie compte 54 millions de connexions mobiles, un taux de pénétration Internet de 77 %. Le commerce électronique vaut 1,5 milliard de dollars. Mais seulement 8,2 % des Algériens achètent en ligne. La pénétration ne suffit pas. Ce qui compte, c'est la vitesse, la latence, la capacité à faire tourner des applications intelligentes en temps réel. Ce que ce retard dit de nous : il raconte un pays qui avance avec une prudence parfois excessive. Un pays qui veut bien faire mais confond parfois perfection et procrastination. Un pays qui a tous les ingrédients - opérateurs prêts, population équipée - mais qui attend encore le bon moment. La vraie question n'est pas : pourquoi sommes-nous en retard ? Mais : quelle place voulons-nous occuper dans le monde numérique qui s'écrit maintenant ?**

**Comme l'a dit le ministre Zerrouki, il s'agit de renforcer les infrastructures, d'accélérer la croissance, de créer des emplois et de placer l'Algérie au cœur de la carte numérique mondiale. Ces mots sont justes. Mais ils exigent plus que des études. Ils exigent de l'audace.**

**La 5G n'est pas une prouesse technique. C'est un langage. Celui des nations qui veulent converser avec l'avenir sans traducteur. Si notre pays choisit de le parler pleinement, résolument, le futur cessera d'être une promesse lointaine pour redevenir une possibilité immédiate. Mais chaque mois qui passe, c'est aussi un mois où le monde avance sans nous. Et un jour, on se réveillera avec la meilleure 5G d'Afrique. Dans un monde qui parlera déjà 6G.**

<b>Le Quotidien</b> D'ORAN Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA	<b>Président</b> <b>Directeur Général</b> <b>Directeur</b> <b>de la Publication</b> Mohamed Abdou BENABBOU	<b>Direction - Administration</b> <b>Rédaction</b> 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15	<b>Fax Pub:</b> 041.23.25.21 <b>Fax et Rédaction:</b> 041.23.25.20  <b>Imp.: Oran:</b> imprimerie "Le Quotidien d'Oran" <b>Alger:</b> imprimerie "Le Quotidien d'Oran" <b>Constantine:</b> S.I.E.	<b>INTERNET:</b> <a href="http://www.lequotidien-oran.com">http://www.lequotidien-oran.com</a> <b>E-mail:</b> <a href="mailto:infos@lequotidien-oran.com">infos@lequotidien-oran.com</a> <a href="mailto:publicite@lequotidien-oran.com">publicite@lequotidien-oran.com</a> <a href="mailto:admin@lequotidien-oran.com">admin@lequotidien-oran.com</a> <a href="mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr">lequotidiendoran@yahoo.fr</a>
<b>Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE</b>				
«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - <b>Téléphone:</b> 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - <b>Fax:</b> 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 <b>E-mail:</b> <a href="mailto:agence.regie@anep.com.dz">agence.regie@anep.com.dz</a> / <a href="mailto:programmation.regie@anep.com.dz">programmation.regie@anep.com.dz</a> / <a href="mailto:agence.oran@anep.com.dz">agence.oran@anep.com.dz</a> / <a href="mailto:agence.annaba@anep.com.dz">agence.annaba@anep.com.dz</a> / <a href="mailto:agence.ouargla@anep.com.dz">agence.ouargla@anep.com.dz</a> / <a href="mailto:agence.constantine@anep.com.dz">agence.constantine@anep.com.dz</a>				



## Secteurs stratégiques Du nouveau pour la cession d'actions aux étrangers

El-Houari Dilmi

Les cessions d'actions dans le capital d'une société activant dans un secteur stratégique, au profit d'étrangers, sont soumises à une autorisation préalable.

En effet, les opérations de cession d'actions ou de parts sociales dans le capital d'une société activant dans un secteur stratégique, au profit d'étrangers, sont désormais soumises à une autorisation préalable, en vertu d'un décret exécutif publié dans le Journal officiel (JO) n°78.

Selon ce décret exécutif, n° 25-304, signé par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, le 16 novembre en cours, « toute cession réalisée au profit de personnes physiques ou morales étrangères, ou au profit d'une société de droit algérien dont le capital est détenu majoritairement par des personnes étrangères, portant sur des actions dans le capital d'une société de droits algériens exerçant une activité relevant de l'un des secteurs stratégiques définis par la législation et la réglementation en vigueur, est soumise à l'autorisation préalable de département ministérielle dont relève de la société, objet de l'opération de cession ».

Concernant les entreprises publiques économiques (EPE), les demandes sont « soumises à l'accord préalable du Conseil des participations de l'Etat (CPE) ». Selon le

même texte, le département ministériel chargé de l'examen de la demande d'autorisation préalable, est tenu, avant de statuer sur la demande, de solliciter l'avis des ministères chargés de la Défense nationale, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, du Commerce intérieur, de la Santé, ainsi que celui de la Banque d'Algérie. Ces départements et la Banque d'Algérie doivent émettre «un avis explicite dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la réception de la demande», stipule le décret précisant que le département ministériel concerné doit répondre à la demande dans «un délai maximum de 60 jours» à compter de la remise du reçu de dépôt. La demande est refusée de plein droit «en cas d'existence d'indices sur des situations pouvant affecter l'ordre et la sécurité publics, la santé publique ou les intérêts économiques du pays», ou si le cessionnaire est «impliqué dans des actes de corruption et de criminalité financière et économiques», est-il souligné.

Si la décision d'autorisation préalable est accordée, le département ministériel doit transmettre des ampliations de la décision aux ministères chargés des Finances et du Commerce intérieur, à la Banque d'Algérie et à l'Agence algérienne de promotion de l'Investissement (AAPI), selon le décret.

## Une enquête de plus de six mois Un réseau spécialisé dans le trafic de migrants neutralisé

Le Service central de lutte contre le crime organisé a procédé au démantèlement de la structure pyramidale de l'activité d'un réseau criminel organisé et spécialisé dans le trafic de migrants par mer et le trafic illicite de drogues, avec arrestation de 36 membres du réseau, a indiqué, vendredi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

L'opération exécutée durant la semaine, «a également permis la saisie de véhicules de luxe, d'embarcations dotées de puissants moteurs et de sommes d'argent», précise la même source.

Les investigations menées sur cette affaire aux ramifications complexes, ayant duré plus de 6 mois, se sont soldées par «la découverte du plan criminel de ce réseau et

l'identification de ses éléments qui opéraient sous couvert d'activités de vente et de location de voitures de luxe».

«L'opération effectuée sous la supervision du parquet de la République a également permis la saisie et la récupération d'une arme à feu de catégorie 4 (pistolet), de 4 embarcations dotées de moteurs puissants et de matériel marin, de 22 véhicules de luxe, de deux motocycles, d'une somme d'argent en monnaie nationale estimée à 3 milliards de centimes provenant des recettes des activités criminelles, d'un montant en devises de 6.000 euros et de 3 appareils GPS», selon le communiqué.

«Les suspects ont été présentés devant le pôle pénal spécialisé de Sidi M'hamed à Alger», conclut le communiqué.

## L'interopérabilité sera élargie à 15 banques Expansion du m-paiement

M. A.

Le Groupement d'intérêt économique de la Monétique (GIE Monétique) poursuit l'accélération de la modernisation des services financiers en Algérie. Sa directrice générale, Assia Benchabla Queiroz, a annoncé à l'APS que l'interopérabilité du paiement électronique via téléphone mobile, basée sur le code QR, sera étendue à 15 banques dès 2026. Confirmant ainsi la dynamique remarquable que connaît ce projet stratégique, lancé depuis 2024. Elle a annoncé dans la foulée que le GIE Monétique travaille actuellement sur l'intégration de la technologie SoftPol. Un mode qui transforme les téléphones équipés de NFC en véritables terminaux de paiement électronique. Son lancement est prévu pour fin 2026.

Cette innovation permettra aux commerçants d'accepter des paiements « sans contact » directement via leurs smartphones, qu'il s'agisse de cartes bancaires ou de téléphones.

En ce qui concerne l'interopérabilité, cette dernière offre aux utilisateurs, à travers des nouvelles applications bancaires DZMobPay la possibilité d'effectuer des transferts d'argent

instantanés entre particuliers (de compte à compte). Et de régler les achats en scannant simplement un code QR, sans contrainte d'appartenance à la même banque. Une évolution qui simplifie profondément l'usage du paiement numérique et renforce son adoption.

Pour les commerçants, le bénéfice est tout aussi important. Grâce à ce système unifié, ils peuvent recevoir leurs paiements en moins de 10 secondes, quel que soit l'établissement bancaire de leurs clients. Cette fluidité constitue un atout essentiel pour généraliser le m-paiement et améliorer le service offert aux consommateurs.

La directrice de la GIE Monétique a affirmé qu'à ce jour, sept banques, en plus d'Algérie Poste, ont déjà intégré ce dispositif en lançant leurs nouvelles applications compatibles après leur adhésion au réseau DZMobPay début 2025 : à savoir la Banque nationale d'Algérie (BNA), le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque de développement local (BDL), la Banque extérieure d'Algérie (BEA), la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque), Algeria Gulf Bank (AGB), Al Salam Bank, ainsi qu'Al-

gérie Poste via son application Baridi Mob.

Selon la directrice générale du GIE Monétique, cette dynamique est appelée à s'intensifier dès la fin de l'année, avec l'arrivée de deux nouveaux établissements, la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et Fransabank Algérie. Leur intégration portera le nombre total d'institutions interopérables à neuf banques, marquant une étape importante dans la généralisation du paiement mobile unifié en Algérie.

Mme Benchabla Queiroz souligne que cette montée en puissance témoigne des efforts continus du GIE Monétique, en tant qu'autorité de régulation, pour étendre progressivement l'interopérabilité à l'ensemble des banques du pays. Et dès 2026, d'autres établissements devraient rejoindre la plateforme, portant le total à 15 banques, confirmant ainsi l'évolution rapide et ambitieuse de ce projet structurant pour la modernisation du système de paiement national. La plateforme «DZMobPay» est gérée par la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de la monétique (Satim).

Selon les données communiquées par le GIE

Monétique, repris par l'APS, les applications de paiement électronique mobile DZMobPay comptaient, début novembre, 79.130 utilisateurs et 11.873 commerçants depuis leur lancement au début de l'année 2025. Ces chiffres témoignent de l'adoption progressive mais soutenue de ce mode de paiement innovant.

La directrice générale du GIE Monétique a également indiqué que des mesures incitatives sont à l'étude afin d'encourager davantage les commerçants et les professionnels à rejoindre le système de paiement mobile via QR code. Une démarche visant à accélérer la généralisation du m-paiement et à renforcer son intégration dans les transactions quotidiennes.

S'agissant du niveau de sécurité, Mme Benchabla Queiroz a assuré que les applications de paiement mobile bénéficient d'un haut degré de protection contre les risques de piratage.

Elle a précisé qu'elles s'appuient sur les meilleures pratiques internationales en matière de sécurité financière, garantissant à la fois la confidentialité et la traçabilité des opérations.

La directrice a toutefois appelé les utilisateurs à rester vigilants et à respecter les règles de prudence pour prévenir toute tentative de fraude.

## Raïna Raïkoum

Sid Lakhdar Boumediène

## La Catch up culture, un nouveau charlatanisme

Non, ce n'est pas la sauce rouge pour les frites ni le sport de combat. Si vous commencez par des blagues de collégiens, je vous laisse rédiger cette chronique seuls. Les traductions les plus courantes de catch up sont « rattraper » ou « se mettre à jour ». Catch up culture veut ainsi signifier que les liens et communications amicaux sont fragiles, en permanence dans une course de mise à jour du quotidien des autres.

Comme souvent, un livre peut déborder de son succès de librairie pour provoquer un débat par la popularisation d'une expression relayée dans tous les supports de communication. La référence devient virale si on utilisait une autre expression, celle des réseaux sociaux.

La Britannique Michelle Elman vient de publier en mai 2025 un livre intitulé «Bad friend» se traduisant par «mauvais(e) ami(e)». L'auteur nous explique que les relations amicales sont devenues des moments pendant lesquels on raconte sa vie plutôt que vivre son amitié et qu'elles sont devenues de plus en plus fragiles.

Tout raconter mais ne jamais aborder les discussions de fond. Elle complète son analyse par l'apparition des réseaux sociaux qui surmultiplient la tendance sociale dominante des relations amicales fragiles.

Cette relation met constamment à jour la vie d'une personne, chacun connaissant l'histoire des autres par l'exposé de ses vacances, de ses achats, de son sport et de tous ses événements quotidiens. J'ai été au ski, j'ai mangé dans tel restaurant, j'ai rencontré une personne, j'ai visité tel lieu, voici mes enfants et ainsi de suite.

On a l'impression de tout savoir sauf qu'on ne sait finalement rien de l'essentiel, soit la profonde réflexion sur soi de la personne et des événements qui l'alimentent. Et bien entendu la réciprocité est vérifiée pour chacune des personnes, tous écoutent ce que l'une raconte sur elle qui à leur tour lui racontent leur vie.

Jusque-là, rien d'extraordinaire pour cette nouvelle expression à la mode. Mais c'est dans la suite que je vais exprimer ma très forte critique, lorsque l'auteur fait l'inventaire des causes. Je me demande ce que découvre Michelle Elman que nous ne sachions pas depuis les prémices de notre vie d'adulte ? Les véritables amitiés s'estompent inévitablement avec le temps et les nouvelles circonstances de la vie. Bravo, un prix Nobel pour cette découverte.

Elle explique que les facteurs sont souvent le mariage et le repli dans l'intimité des familles, des repas entre amis qui ne sont plus des partages, le travail professionnel devenu chronophage avec l'objectif de parvenir à des

statuts de plus en plus élevés, la lourde responsabilité des enfants et ainsi de suite. Bref un constat qui bouleverserait les relations d'amitiés. C'est donc que Michelle Elman considère que tout cela était existant auparavant et qu'on doit explorer l'apparition des distanciations amicales et des ruptures relationnelles. Elle en conclut qu'il faut les admettre et les intégrer dans une nouvelle vision de l'amitié. Michelle Elman n'a pas seulement enfoncé des portes ouvertes, elle n'a pas pris les bonnes.

Nouvelles relations d'amitiés ? Où Michelle Elman a-t-elle puisé sa certitude et à quelle époque ? Les adolescents précédents la génération Internet gardaient-ils à vie la même relation amicale, souvent passionnée comme elle est à cet âge ?

Quant aux réseaux sociaux, ont-ils modifié la nature des relations amicales sinon dans la surmultiplication des contacts ? Une relation amicale du passé n'était pas plus ni moins une réunion de personnes qui racontaient leur vie plutôt que faire part de leurs sentiments.

On savait tout de la vie quotidienne des gens ? Tout le monde se racontait et écoutait ce que racontait l'autre ? Connaissait-on les vrais sentiments et les projets secrets des autres ? Il faut être fou de le penser vu les relations pudiques en société et en famille de cette époque. D'où Michelle Elman a-t-elle puisé ses informations sur la nature différente des anciennes relations amicales dans le passé ?

Moi, je ne vois rien de changé dans cette nature humaine, il y a eu toujours une ambivalence dans la relation amicale en société entre le besoin de fraternité, de partage et d'amour et celui de l'absolue nécessité de prendre des distances suivant les moments de la vie et de ses circonstances. Non, le besoin d'amitié n'a jamais changé, réseaux sociaux ou non, dans cette ambivalence.

La Catch up culture existait mais Michelle Elman l'a généralisée et rendue inhérente au passé. Je lui répondrai que les relations amicales n'ont pas peur des réseaux sociaux ni de l'accélération du rythme de la vie moderne, ils sont assez solides pour perdurer sans qu'on les oblige à se manifester ostentatoirement.

Rappelez-moi qui est Michelle Elman ? Une coach de vie dans certaines émissions de télévision et influenceuse star sur des médias sociaux comme Instagram ou YouTube et d'autres. Un comble !

C'est dire si je suis impressionné par la nouvelle expression d'un débat profond dans les sociétés du monde, la Catch up culture, basée sur des études sociologiques sérieuses et portée par une éminente spécialiste de 35 ans.



## الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية عين تموشنت  
مديرية التقنين و الشؤون العامة

قرار رقم 1719 المؤرخ في 11 نوفمبر 2025 المتضمن  
فتح التحقيق المسبق للتصريح بالمنفعة العمومية لإنجاز مشروع  
الطريق الإجتناي لعين الأربعاء وواد الصباح على مسافة 10 كلم  
مع إنجاز منشآت فنية .

84  
نوفمبر 2025

**المادة 04 :** تضع لجنة التحقيق المسبق للتصريح بالمنفعة العمومية وثائق التحقيق وكذا سجل التحقيق و محط  
الوضعية للمشروع بلديتي عين الأربعاء وواد الصباح لمدة 15 يوما متتالية ابتداء من .....  
إلى غاية ..... حتى يتمكن المواطنون من الإطلاع عليها من الساعة 09 إلى الساعة 11 صباحا ومن  
الساعة 13 إلى 16 مساء ( ماعدا أيام العطل القانونية ) و تدون ملاحظاتهم وجوبا بسجل و يمكن لأعضاء لجنة  
التحقيق سماع أي شخص يمكن أن يساهم في إعطاء معلومات مفيدة عند إستشارته .

**المادة 05 :** لا يحق لأعضاء لجنة التحقيق المسبق أن يبحروا بأي سر يتعلق بالوثائق و المعلومات التي يطالعون  
عليها أثناء أداء مهمتهم .

**المادة 06 :** يتمثل الهدف من العملية في إنجاز مشروع الطريق الإجتناي لعين الأربعاء وواد الصباح على مسافة  
10 كلم مع إنجاز منشآت فنية .

**المادة 07 :** تتمثل الأشغال المزمع إنجازها و موقعها وفقا لمخطط الوضعية مابلي :  
إنجاز مشروع الطريق الإجتناي لعين الأربعاء وواد الصباح على مسافة 10 كلم مع إنجاز منشآت فنية .

**المادة 08 :** عند إنتهاء مدة التحقيق المذكورة في المادة الثانية من هذا القرار يعلق السجل ويفحص أعضاء لجنة  
التحقيق المسبق الملاحظات المدونة الملحقة للسجل ويحررون تقريرا يستعرضون فيه إستنتاجاتهم بشأن  
طابع المنفعة العمومية للمشروع بصريح العبارة و يرسلونه إلى السيد الوالي خلال مدة 15 يوما  
إبتداء من إنتهاء المهلة المحددة في المادة الثانية (02) من هذا القرار .

**المادة 09 :** تقدم نسخة من تقرير أعضاء لجنة التحقيق وجوبا إلى الأشخاص المعنيين ببناء على طلبهم .

**المادة 10 :** يجب أن يكون هذا القرار قبل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ فتح التحقيق :

. مشهرا بمقر بلديتي عين الأربعاء ، واد الصباح .

. منشورا في يوميتين وطنيتين لمدة ثلاثة (03) أيام متتالية على حساب المستفيد من العملية .

**المادة 11 :** تحدد مكافآت أعضاء لجنة التحقيق حسب الكيفيات ونسب مصاريف المهيات الممنوحة للموظفين  
وفقا للتنظيم المعمول به و تكون المكافآت على غائق السلطة نازعة الملكية .

**المادة 12 :** السيدات والسادة الأمينة العامة للولاية ، مدير التقنين والشؤون العامة ، مدير الأشغال العمومية  
مدير الطاقة والمناجم ، مدير النقل ، مدير الري ، مدير البيئة ، مدير أملاك الدولة ، مديرية مسح الأراضي  
والحفظ العقاري ، مدير المصالح الفلاحية ، مديرية التعمير الهندسة المعمارية والبناء ، رئيس دائرة عين الأربعاء ،  
رئيسي المجلسي الشعبيين البلديتي عين الأربعاء وواد الصباح مكلفون كل فيما يخصه بتنفيذ  
هذا القرار الذي سيبرج ضمن مجموعة العقود الإدارية للولاية .

الوالي

إن والي ولاية عين تموشنت،  
بمقتضى الأمر رقم 58/75 المؤرخ في 29 سبتمبر 1975 المعدل و المتمم و المتضمن القانون المدني .  
بمقتضى القانون رقم 09/84 المؤرخ في 1984.02.04 المتضمن التنظيم اقليمي للبلاد .  
بمقتضى القانون رقم 10/11 المؤرخ في 2011/06/22 يتعلق بالبلدية المعدل و المتمم .  
بمقتضى القانون رقم 07/12 المؤرخ في 2012/02/21 المتعلق بالولاية .  
بمقتضى القانون رقم 25/90 المؤرخ في 1990.11.18 المتضمن التوجيه العقاري المعدل و المتمم .  
بمقتضى القانون رقم 29/90 المؤرخ في 1990.11.01 المتعلق بالتهمة العمرانية و التعمير المعدل و المتمم .  
بمقتضى القانون رقم 30/90 المؤرخ في 1990.12.01 المتضمن قانون الأملاك الوطنية المعدل و المتمم .  
بمقتضى القانون رقم 11/91 المؤرخ في 1991/04/27 الذي يحدد القواعد المتعلقة بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية .  
بمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 2024/11/05 لمتضمن تعيين السيد مبروك أولاد عبد النبي واليولاية عين تموشنت .  
بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 93 / 186 المؤرخ في 1993.07.27 الذي يحدد كيفيات تطبيق القانون رقم 11/91  
المؤرخ في 1991.04.27 الذي يحدد القواعد المتعلقة بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية .  
بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 215/94 المؤرخ في 1994/07/23 المحدد لأجهزة الإدارة العامة في الولاية و هيكلها .  
بمقتضى المنشور الوزاري المشترك رقم 007 المؤرخ في 1991/05/11 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية .  
بمقتضى المنشور الوزاري المشترك رقم 57 المؤرخ في 26 جانفي 1993 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية .  
نظرا للقائمة الاسمية للأشخاص المؤهلين للقيام بالتحقيق المسبق للتصريح بالمنفعة العامة لعمليات نزع الملكية لسنة 2025 .  
بناء على البطاقة التقنية المؤرخة في 2025/06/18 الصادرة عن مديرية الأشغال العمومية لإنجاز مشروع الطريق  
الإجتناي لعين الأربعاء وواد الصباح على مسافة 10 كلم مع إنجاز منشآت فنية .  
بناء على التقرير التقني الصادر عن مديرية الأشغال العمومية رقم 2050 المؤرخ في 2025/11/05 المتضمن إنجاز  
مشروع الطريق الإجتناي لعين الأربعاء وواد الصباح على مسافة 10 كلم مع إنجاز منشآت فنية .  
بناء على الطلب رقم 2038 المؤرخ في 2025/11/05 المقدم من طرف مديرية الأشغال العمومية لولاية عين تموشنت  
لإتخاذ إجراءات نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية لإنجاز المشروع المذكور أعلاه .  
بناء على المخططات المحددة لطبيعة الأشغال المزمع إنجازها و موقعها .

. باقتراح من السيد مدير التقنين و الشؤون العامة .

. بقرار مابلي .

**المادة الأولى :** يفتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية لإنجاز مشروع الطريق الإجتناي لعين الأربعاء  
وواد الصباح على مسافة 10 كلم مع إنجاز منشآت فنية .

**المادة 02 :** يشتر في التحقيق المسبق للتصريح بالمنفعة العمومية لإنجاز مشروع الطريق الإجتناي لعين الأربعاء  
وواد الصباح على مسافة 10 كلم مع إنجاز منشآت فنية ابتداء من ..... وينتهي بتاريخ .....  
و تجري أشغال التحقيق بلديتي عين الأربعاء وواد الصباح .

**المادة 03 :** تشكل لجنة التحقيق المسبق للتصريح بالمنفعة العمومية من السادة الآتية أسماؤهم :

بن زرياج يوسف	رئيس المهندسين	مديرية الري	رئيسا
- عقاد هواري	مهندس دولة	مديرية الري	عضوا
بن حدة يوسف	مفتش التعمير	مديرية التعمير الهندسة المعمارية والبناء	عضوا



## Coup d'Etat en Guinée-Bissau La junte conforte son pouvoir, l'UA suspend le pays



La nouvelle junte en Guinée-Bissau a conforté son pouvoir avec la nomination vendredi d'un Premier ministre et l'investiture la veille d'un général au poste de président pour une transition d'un an, mais n'a pas échappé à une suspension par l'Union africaine de ses instances.

Au Sénégal voisin, le Premier ministre Ousmane Sonko a jugé que ce coup d'Etat militaire, juste avant l'annonce des résultats des présidentielles et législatives du 23 novembre, était une «combine» visant à arrêter le processus électoral dans ce petit pays d'Afrique de l'Ouest, un soupçon partagé par

plusieurs experts. Jeudi, les putschistes avaient nommé le général Horta N'Tam, jusqu'ici chef d'état-major de l'armée de terre, pour diriger un Haut commandement militaire pour la restauration de l'ordre (HCM) et une transition politique. Vendredi, le général a nommé par décret présidentiel Ildio Vieira Té, Premier ministre et ministre des Finances. M. Té est le dernier ministre des Finances du président Umaro Sissoco Embaló, renversé lors du coup d'Etat de mercredi.

Lors d'une brève cérémonie d'investiture à Bissau, le nouveau chef de la junte a salué un «bon travailleur» avec qui il souhaite «con-

tinuer à travailler ensemble dans un même navire».

De son côté, l'Union africaine (UA) a décidé vendredi «de suspendre avec effet immédiat» la Guinée-Bissau de ses instances, a déclaré le président de la commission de l'UA, Mahamoud Ali Youssouf.

### «VIOLATIONS»

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, a affirmé que depuis le putsch, «au moins 18 personnes sont arbitrairement détenues dont des membres du gouvernement, des magistrats et des dirigeants de l'opposition». Il s'est dit

aussi «alarmé par les violations des droits de l'Homme» après le coup d'Etat. A Bissau, la capitale, la circulation et les activités ont repris leur cours normal vendredi, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le dispositif sécuritaire et la présence des militaires ont été allégés dans la capitale. Jeudi, le HCM avait levé le couvre-feu nocturne imposé la veille, nouveau signe d'une certaine stabilité malgré le coup d'Etat, après l'annonce le même jour de la réouverture de «toutes les frontières, fermées depuis mercredi après-midi». Il avait aussi ordonné «la réouverture immédiate» des écoles, des marchés et des institutions privées.

### «DE QUI SE MOQUE-T-ON ?»

Le président déchu, M. Embaló, détenu par les militaires mercredi et jeudi, a trouvé refuge au Sénégal où il est arrivé «sain et sauf» jeudi soir à bord d'un avion affrété par Dakar, a indiqué, dans un communiqué, le gouvernement sénégalais dont le chef s'est exprimé sans détour sur le sujet vendredi. «Ce qui s'est passé en Guinée-Bissau, tout le monde sait que c'est une combine. Qu'on continue le processus électoral et que la commission (électorale) dise qui a gagné» les élections organisées dimanche, a ainsi déclaré Ousmane Sonko lors d'une séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. Il s'est en outre prononcé pour «la libération des personnes arrêtées, surtout Domingos (Simoes) Pereira qui n'était même pas candidat». M. Pereira est présenté par la presse locale comme un proche de M. Sonko. Principal op-

posant bissau-guinéen et dirigeant du puissant PAIGC, parti historique ayant mené le pays à l'indépendance, il a été écarté de la présidentielle du 23 novembre par la justice pour dépôt tardif de dossier. Il a apporté dans ce scrutin son soutien au candidat de l'opposition, Fernando Dias, qui a affirmé jeudi à l'AFP avoir remporté la présidentielle et accusé M. Embaló d'avoir «organisé» le coup d'Etat pour empêcher son accession au pouvoir. S'exprimant dans des médias nigériens vendredi, le président du Conseil des Sages et ancien chef d'Etat du Nigeria, Goodluck Jonathan, qui faisait partie des observateurs des scrutins du 23 novembre, a également émis des doutes. «Ce qui s'est passé en Guinée-Bissau, je n'appellerai pas ça un coup (...) ou alors un coup factice», a-t-il déclaré. «C'est le président Embaló qui a annoncé le coup (...); et alors que le coup se déroulait, il utilisait son téléphone et annonçait à des médias à travers le monde qu'il avait été arrêté: comment cela est possible? De qui se moque-t-on?», a-t-il poursuivi. La Guinée-Bissau, pays lusophone côtier d'Afrique de l'Ouest situé entre le Sénégal et la Guinée (Conakry), avait déjà connu quatre coups d'Etat et une kyrielle de tentatives de putsch depuis son indépendance du Portugal en 1974. L'instabilité et la pauvreté ont favorisé l'implantation de narcotrafiquants qui utilisent ce territoire comme zone de transit de la cocaïne entre l'Amérique latine et l'Europe. Des responsables militaires ou des hauts fonctionnaires de l'administration de ce pays ont souvent été cités dans ce trafic ces dernières années.

## Pour mise à jour d'un logiciel défaillant Airbus demande le maintien au sol de 6.000 A320

Airbus a annoncé vendredi le rappel de quelque 6.000 avions A320, pour remplacer en toute urgence un logiciel de commande vulnérable aux radiations solaires, après un incident fin octobre aux Etats-Unis. L'appel a provoqué retards et annulations aux quatre coins du monde, des Philippines à la Colombie. Le constructeur aéronautique européen a annoncé dans un communiqué avoir demandé à l'ensemble des clients utilisant ce logiciel «d'arrêter immédiatement les vols» après l'analyse de la défaillance technique. Celle-ci remontait au 30 octobre, sur un vol de JetBlue entre Cancun, au Mexique, et Newark, près de New York. L'appareil avait dû se poser en urgence à Tampa, en Floride. Le décryptage de l'incident a «révélé que des radiations solaires intenses pourraient corrompre des données essentielles au fonctionnement des commandes de vol», a rapporté le groupe européen.

Pour la plupart des avions, le changement de logiciel avec sa version précédente prendra «quelques heures». Mais pour quelque 1.000 avions cela impliquera le changement du matériel informatique, «ce qui prendra des semaines», a expliqué à l'AFP une source proche du dossier. Il s'agit d'un ordinateur profondeur-ailerons (ELAC) fabriqué par Thales. Ce fournisseur d'Airbus a précisé à l'AFP qu'il n'était pas responsable du problème. «La fonctionnalité dont il est question est portée par un logiciel qui n'est pas de responsabilité Thales», a-t-il indiqué.

Airbus n'a pas précisé quelle entreprise avait conçu et mettait à jour ce logiciel. Le groupe «reconnait que ces recommandations entraîneront des perturbations opérationnelles pour les passagers et les clients». «Nous présentons nos excuses pour les désagréments causés et travaillerons en étroite collaboration avec les opérateurs, tout en maintenant la sécurité comme notre priorité absolue et primordiale», ajoute l'avionneur européen.

### «LA SÛRETÉ PRIME»

L'incident s'est produit en phase de croisière lorsqu'au-dessus du golfe du Mexique, l'appareil a soudainement piqué vers le bas sans intervention des pilotes. Ceux-ci ont amorcé la phase de descente puis posé l'avion. Les pompiers de Tampa ont fait état auprès des médias américains de blessés parmi les passagers. L'Airbus A320, entré en exploitation en 1988, est l'avion le plus vendu au monde. A la fin septembre, Airbus avait livré 12.257 exemplaires de son A320 contre 12.254 exemplaires pour le 737 de Boeing. Sollicité par l'AFP, JetBlue n'a pas fait de commentaire sur l'incident mais expliqué avoir déjà entamé les modifications nécessaires sur «certains A320» mais aussi des A321. Air France a indiqué avoir annulé 35 vols vendredi. «Les clients concernés par des annulations sont informés individuellement par SMS et email», a précisé un porte-parole. American Airlines a dit à l'AFP avoir déjà commencé à mettre à jour le logiciel de navigation après avoir reçu la notification vendredi. Cette compagnie prévoit que l'intervention aura été effectuée sur «la grande majorité» des quelque 340 appareils A320 concernés (elle en compte 480 au total) de sa flotte d'ici à samedi. «Quelques retards» seront dus à ces ajustements.

### «PERTURBATIONS IMPORTANTES»

Après avoir initialement assuré ne pas être «affecté», sa concurrente United Airlines a finalement dénombré six appareils concernés et dit s'attendre à «des perturbations mineures sur quelques vols». Indigo et Air India, deux des principales compagnies aériennes indiennes, ont prévenu de retards dus à l'immobilisation de certains appareils. Quant à Delta Air Lines, il comptait avoir effectué les mises à jour nécessaires d'ici samedi matin, sur une partie de ses A320 et A321neo. Certaines compagnies



sont particulièrement touchées. La colombienne Avianca, par exemple, estime que 70% de sa flotte est concernée, et entrevoit des «perturbations importantes dans les dix jours à venir», a-t-elle écrit dans un communiqué. La vente de billets est suspendue jusqu'au 8 décembre.

Aux Philippines, les compagnies locales Philippine Airlines et Cebu Pacific ont dû annuler plus de 40 vols et proposé rembour-

sement et changements de dates aux passagers lésés.

Le régulateur européen de l'aviation (EASA) a indiqué dans un communiqué avoir été informé par Airbus. «Ces mesures pourraient causer des perturbations à court terme des horaires des vols, et donc des désagréments pour les passagers. Cependant, comme c'est toujours le cas dans l'aviation, la sûreté prime sur tout», a-t-il écrit.



Le site accueillera la statue-musée de l'Emir dans un proche avenir

# L'urgence d'un plan de réhabilitation du mont Murdjadjo

*Nul besoin d'être un écologiste passionné ou un environnementaliste professionnel, encore moins un nostalgique du bon vieil Oran, pour se rendre compte que le mont Murdjadjo est dans un état si dégradé qu'un plan de sauvegarde et de réhabilitation s'impose en urgence.*

Houari Saaïdia

En prime, il va falloir mettre en place, de manière sérieuse et prompte, un plan de régénération de la forêt de ce site montagneux surplombant la ville, comprenant des étapes clés comme l'évaluation de l'état actuel, la définition des objectifs, la favorisation de la régénération naturelle, l'intervention (plantations, travaux sylvicoles), la gestion de la faune et, bien évidemment, un suivi régulier. Il doit également intégrer des mesures de protection des sols, de sécurité, et tenir compte du contexte climatique pour adapter les essences choisies. Pour l'entretien et la protection du lieu, il est indispensable de mettre au point un plan de protection des sols, mettre en place des mesures pour éviter l'érosion et préserver la qualité du sol, sécuriser les interventions, conserver les zones intactes, sanctuariser des zones où aucune intervention n'aura lieu, comme les îlots de sénescence, et ce pour préserver la biodiversité et les processus naturels.

## UN INTÉRÊT TRÈS EN DEÇÀ DE LA VALEUR DU SITE

Par ailleurs, quoi de plus normal que de mettre à profit la culminance topographique et la symbolique historique et patrimoniale du mont Murdjadjo au service de la ville au double plan d'image et de message. Or ce qui est moins normal, ou pas du tout, c'est que dans l'effort d'utiliser ce haut lieu comme porte-étendard naturel l'on cesse de porter soin à ce lieu lui-même. Alors que la statue de l'Emir Abdelkader sera sous peu entre les mains d'un maître d'œuvre, n'est-il pas temps de procéder à une sérieuse remise en état du site ? Il ne suffit pas d'aménager des terrains de foot et de pétanque, des aires de repos et des parcours gazonnés, et de provoquer le rush et la convivialité dans le coin sous la lumière douce des candélabres, pour dire que l'on veille si bien sur le site. C'est nécessaire. Mais pas suffisant, loin s'en faut. Le constat est là : le massif forestier de Murdjadjo - espace bien plus étendu pour qu'il puisse être réduit à sa petite partie du Plateau de Sidi Abdelkader El-Djilani, que les Oranais appellent Moul El Meida, l'un des fondateurs du soufisme - est en proie à un déboisement, lent mais étendu et continu, marqué par endroits par le jaunissement de la cime des arbres, phénomène « assez dou-

teux » ayant été à l'origine de l'ouverture d'une enquête il y a quelques années mais dont on ne sait pas le sort à ce jour. A cette déforestation, due en partie au phénomène de bidonvilisation qui semble avoir été stoppé a priori, s'ajoute le décor « d'après-guerre » des décombres jonchant les îlots de constructions illicites rasées à terre par vagues de relogements successifs.

## IL FAUT RÉAGIR VITE

Un affreux paysage, presque surréaliste, qu'on peut en mesurer l'ampleur par vue au sol via la route de Ras El-Aïn qui part du Bassin (Sidi El-Houari) à la 2<sup>ème</sup> Région militaire (Cité Petit) ou, mieux, par vue de ciel depuis le téléphérique. Et là, la même ritournelle : pourquoi ces monticules de débris, dont la plupart remontent à de nombreuses années, ne sont pas évacués et leurs terrains déblayés ? On ne peut du reste que qualifier d'excuse pire que la faute, la réponse mi-officielle mi-officiuse consistant à justifier le maintien du désordre par le souci d'empêcher la résurgence des squatteurs impénitents. Un mobile à la limite du crime de lèse-majesté à l'endroit de l'autorité de l'État. Le pragmatisme, le bon sens même, veut que l'on nettoie et que l'on clôture, une à une, les parcelles déjà débarrassées des maisons de fortune qui l'occupaient pour s'en approprier le foncier en prenant soin d'y ériger des dispositifs ostensibles et dissuasifs pour marquer l'autorité de l'État. Il y va de la salubrité et de la sécurité mêmes du périmètre. Au lieu et à la place de quoi, on est toujours embarqué dans ce vide sidéral, cette absence d'horizons pour le périmètre Ras El Ain-Plan-teurs, cette panne d'idées ou, pour être plus honnête, cet implacable étau qui se resserre sur le dossier, tuant à l'œuf toute initiative qui y apparaisse.

## L'ÉTERNEL FAUX DÉBAT

Et dans cet imbroglio, le faux et improductif débat : « faut-il réurbaniser et restructurer le périmètre pour l'intégrer au tissu urbain de la ville ou bien le reboiser et le régénérer en tant que domaine forestier périurbain ? » semble avoir de beaux jours devant lui. On n'apprend rien par ailleurs en citant les nombreux problèmes environnementaux auxquels fait face le mont de Murdjadjo, où l'on relève des signes de désertification et d'atteintes à la flore, ainsi que des aspects négatifs liés aux zones d'habitat spontané tels que les risques d'éboulements et de

décollements de terrains, ceci alors que l'épuisement des nappes phréatiques superficielles a réduit considérablement les ressources en eau, entraînant un tarissement des sources et des puits et des risques de salinisation. Aussi, des inquiétudes sont exprimées quant à la préservation de la biodiversité du mont, en raison des atteintes constatées.

## RÉSEAU ROUTIER À REVOIR

Autant de problèmes qu'il va falloir traiter en urgence, au même titre que la mise à niveau du réseau routier qui dessert ce site, lequel réseau de chemins communaux (CC) relève de la compétence de l'APC et non de la DTP et qui requiert donc, le cas échéant, une prise en charge financière par une opération spéciale pilotée par la wilaya d'Oran. En tout état de cause, la wilaya d'Oran se prépare pour accueillir la plus haute statue du monde dédiée à l'Emir Abdelkader, et à ce titre, rappelons qu'une réunion de travail présidée par l'ex-wali, Samir Chibani, tenue en juillet dernier, avait été consacrée à ce dossier dont le cahier de charges avait été déjà élaboré et approuvé en prévision de la désignation d'un maître d'œuvre spécialisé pour la confection de l'étude. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait donné en mai 2023 des instructions pour la réalisation de cette monumentale œuvre d'art qui mesurera 42 mètres de hauteur, surpassant ainsi la célèbre statue du Christ rédempteur de Rio de Janeiro au Brésil, qui culmine à 39 mètres d'hauteur.

## PROJET DE MUSÉE-STATUE EN COURS D'ÉTUDE

Quelques jours plus tard, l'ancien wali d'Oran, Saïd Sayoud, avait annoncé que les fonds nécessaires, un montant de 120 milliards de centimes, avaient été alloués au projet, qui comprend également la construction d'un musée dédié à l'Emir Abdelkader. La statue symbolise la grandeur de cet homme et son héritage, rappelant aux générations présentes et futures l'importance de son engagement et de sa contribution à la nation algérienne. La statue sera représentée avec une épée illuminée dirigée vers la Qibla, soulignant ainsi la dimension religieuse de l'Émir et son rôle en tant que guide spirituel. De plus, cinq supports seront installés sous le cheval sur lequel sera monté l'Emir, symbolisant les cinq piliers de l'islam.

procédures judiciaires ont été enclenchées. Par ailleurs, l'institution nationale pour la protection du consommateur a annoncé qu'elle engagera des poursuites judiciaires contre l'opérateur impliqué. Cette affaire, révélée à quelques semaines du mois de Ramadan, rappelle l'importance de la vigilance et de la collaboration entre les services de sécurité, les autorités judiciaires et les organismes de protection du consommateur pour garantir la sécurité alimentaire et protéger les citoyens contre des pratiques dangereuses et illégales.

## Horaires des prières pour Oran et ses environs

09 jomada ethania 1447				
El Fedjr 06h24	Dohr 12h52	Assar 15h32	Maghreb 17h53	Icha 19h16



## Transition énergétique et la digitalisation du secteur maritime

# Une conférence internationale à l'USTO-MB

J. Boukraa

La 1<sup>ère</sup> conférence internationale sur la transition énergétique et la digitalisation du secteur maritime, prévue les 2 et 3 décembre, réunira des chercheurs, experts, ingénieurs, acteurs économiques et décideurs autour d'une ambition commune : repenser le transport maritime pour le rendre plus propre, plus performant et plus intelligent. Cet événement scientifique de haut niveau organisé par l'Université des sciences technologiques d'Oran USTO-MB s'inscrit dans un contexte où le secteur maritime est confronté à des mutations profondes, à la fois environnementales et technologiques. Pensée comme une véritable plateforme d'échanges, la conférence propose un programme riche composé de panels de discussion, d'ateliers techniques, de communications scientifiques et de présentations de projets innovants. Cette diversité vise à encourager les interactions, à croiser les expertises et à faire émerger des solutions concrètes permettant d'accompagner la transformation du secteur. L'un des enjeux majeurs abordés sera la transition énergétique dans le transport maritime.

Les participants se pencheront sur l'intégration des énergies renouvelables à bord des navires, le développement des carburants alternatifs tels que l'hydrogène ou le GNL, l'amélioration de l'efficacité énergétique et les technologies destinées à réduire l'empreinte carbone du domaine maritime. La dé-

carbonation est aujourd'hui un impératif global, et les échanges permettront de mettre en lumière les approches les plus prometteuses. La digitalisation constituera également un axe central des débats. Le recours au big data et aux analyses prédictives, l'intégration de l'Internet des objets (IoT), les progrès réalisés dans les systèmes de navigation autonomes, l'usage de la blockchain pour sécuriser les opérations logistiques ou encore les nouveaux dispositifs de gestion intelligente de flotte seront au cœur des discussions. La transformation numérique représente en effet une opportunité majeure pour accroître la sécurité, optimiser les performances et moderniser les pratiques.

La conférence accordera par ailleurs une attention particulière au cadre réglementaire qui accompagne ces évolutions. Les normes environnementales internationales, les réglementations de sécurité liées à l'introduction de nouvelles technologies à bord, les exigences de cybersécurité et les législations nationales ou régionales seront examinées afin d'évaluer leurs impacts et leurs perspectives d'adaptation. À travers cette première édition, les organisateurs ambitionnent de créer un espace de réflexion stratégique capable d'influencer durablement les orientations du secteur maritime. En rassemblant experts, institutions et professionnels autour d'un même objectif, l'événement se veut un catalyseur pour bâtir un avenir maritime durable, innovant et résolument tourné vers les exigences du monde moderne.

## Journée de sensibilisation et d'information

# La douane se mobilise pour lutter contre le cancer de la prostate

K. Assia

Le dépistage précoce du cancer de la prostate a été au centre d'une journée de sensibilisation organisée par la Direction régionale des douanes d'Oran en collaboration avec le Centre médicosocial des douanes. Une journée qui vise à renforcer le dispositif de prévention quant à l'importance du dépistage précoce de ce cancer, l'un des plus fréquents chez les hommes. Sur ce, trois importants thèmes ont été explicités par des médecins et des spécialistes de la santé au cours de cet événement organisé au siège de la Direction régionale des douanes d'Oran. Ainsi, la première conférence a été animée par l'urologue Bouaaza Noureddine qui a souligné lors de son intervention le rôle de la prostate et ses missions, les affections qui peuvent l'affecter ainsi que l'importance du dépistage précoce.

Le cancer de la prostate est une maladie dont les risques augmentent avec l'âge et touche principalement les hommes de plus de 50 ans. Il peut être totalement asymptomatique ou se manifester par des douleurs dans la région de la prostate, des dysfonctions érectiles, une présence de sang dans les urines ou une rétention aiguë de celles-ci. Des facteurs comme une prédisposition génétique, le tabagisme, la consommation exces-

sive d'alcool, le manque d'activité physique, l'origine ethnique et l'âge augmentent les risques du cancer de la prostate. La maladie est suspectée chez des patients suite à un toucher rectal ou un dosage sanguin de PSA anormaux.

Ainsi et tout en axant sur l'importance de cette journée de sensibilisation, le docteur biologiste Bouziane Seddiki Mourad a rappelé l'importance des analyses de sang dans le dépistage précoce de cette maladie notamment les analyses PSA (protéine produite par la prostate qui est présente en faible quantité dans le sang) et leur rôle dans la lecture et l'explication des données. Par ailleurs, la troisième et dernière conférence a été animée par le docteur Kadar Mériem, spécialiste en oncologie. Celle-ci a expliqué les différentes étapes et types de cancer de la prostate et les méthodes de son traitement ainsi que l'importance du diagnostic et le dépistage précoce dans la prise en charge des cas. Ainsi, cette journée d'information et de sensibilisation souligne selon Mme Kobsi Rachida, sous-directrice de l'information et de l'informatique à la Direction régionale des douanes d'Oran, l'intérêt accordé par la Direction générale des douanes algériennes à l'élément humain à travers l'instauration d'un environnement sain qui prend en charge la santé de ses fonctionnaires. Le but est aussi d'inculquer et de promouvoir la conscience sanitaire à l'intérieur et à l'extérieur du cadre du travail.

## Un opérateur économique épinglé à El Kerm a

# Du flan périmé réemballé avec une nouvelle date de validité

J. Boukraa

À l'approche du mois sacré de Ramadan, période durant laquelle la demande sur les produits alimentaires comme les desserts augmente considérablement, une affaire de fraude grave a été révélée dans la zone d'activités d'El Kerma, à Oran.

Un opérateur économique a été surpris en train de réemballer de la poudre à flan périmée, en apposant sur les nouveaux emballages une date de péremption falsifiée, dans l'intention manifeste de le remettre en vente, a-t-on appris de l'institution nationale de la protection du consommateur. L'intervention rapide et coordonnée des services de la sûreté

a permis de mettre fin à cette opération frauduleuse avant que le produit n'atteigne le marché.

Selon M. Hadj Ali Abdelhakim, président de l'institution nationale pour la protection du consommateur, les agents ont saisi 46 cartons de flan, récupéré à partir d'emballages périmés puis reconditionnés frauduleusement. Le procédé consistait à retirer le produit des boîtes originales dont la date de validité était dépassée, puis à le placer dans de nouveaux emballages portant une date modifiée. Face à la gravité des faits, le procureur de la République près le tribunal d'Es-Sénia a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire selon notre interlocuteur. Des



## Tiaret

## Travaux publics : entamer sans délai les programmes de 2026

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui a instruit samedi à Tiaret les responsables locaux du secteur de lancer, dès le début de l'année (2026), les projets inscrits pour l'exercice 2026.

S'exprimant lors d'une présentation consacrée au suivi de l'avancement des projets en cours, dans le cadre de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a insisté sur la nécessité d'entamer sans délai les programmes de 2026. Il a souligné l'importance de confier leur réalisation à des entreprises compétentes et de préparer avec rigueur les dossiers d'appel d'offres.

M. Djellaoui a indiqué qu'il tiendrait prochainement une réunion avec les responsables d'entreprises privées de réalisation opérant à travers le pays. Cette rencontre portera notamment sur la création de groupements régio-

naux d'entreprises privées afin d'assurer l'exécution des projets dans des délais raisonnables et conformément aux normes techniques, ainsi que sur la mise en place de groupements mixtes public-privé, un mécanisme déjà éprouvé dans les secteurs ferroviaire et maritime.

La réunion examinera également les moyens d'assurer un bon démarrage des projets du secteur, notamment à travers l'information des entreprises sur les programmes inscrits et l'encouragement à participer aux appels d'offres dans les wilayas disposant de capacités de réalisation limitées.

Le ministre a par ailleurs annoncé que la wilaya de Tiaret bénéficiera de plusieurs projets, dont le dédoublement de tronçons des routes nationales RN 23, RN 40 et RN 14 sur une distance totale de 42 km, ainsi que la réhabilitation et la mise à ni-

veau d'autres segments de routes nationales et de chemins de wilaya. Il a également fait savoir qu'une étude sera lancée pour le dédoublement de la RN 23 entre Sougueur et Ain-Deheb sur 46 km.

Au cours de sa visite, M. Djellaoui a inspecté l'état d'avancement des travaux de la ligne ferroviaire Tissem-silt-Tiaret-Relizane, longue de 185 km, notamment un point de croisement de 9 km au chef-lieu de la wilaya. Il a procédé à la pose de la première pierre de la gare ferroviaire de la commune de Dahmouni et a inauguré la réhabilitation du chemin de wilaya n 3 (CW3) sur 25 km.

La visite du ministre se poursuit et inclut également la mise en service des travaux de réparation des dégâts causés par les intempéries sur des tronçons de la RN 120 et du CW 137, dans la wilaya voisine de Ksar-Chellala.

## Mostaganem

## Deux réseaux de trafic de drogue démantelés

Les services de la Sûreté de wilaya de Mostaganem ont démantelé deux réseaux criminels spécialisés dans le trafic de stupéfiants, saisissant près de 3 kilogrammes de kif traité, a indiqué samedi un communiqué de ce corps de sécurité.

Selon la même source, ces deux opérations, menées cette semaine par la brigade de lutte contre les crimes majeurs et la brigade de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, ont été exécutées à la suite d'un travail de terrain intensif, de recherches approfondies et du renforcement du renseignement opérationnel, sous la supervision du parquet territorialelement compétent.

Les interventions ont conduit à l'arrestation de six individus et à la saisie de 2 kg et 795 g de kif traité.

Dans le cadre de ces mêmes opérations, les éléments de la police ont également saisi un véhicule et une moto utilisés pour le transport et la distribution de la drogue, ainsi qu'une somme de 100.000 DA, suspectée d'être issue de cette activité criminelle.

Après l'achèvement des procédures légales, deux dossiers judiciaires ont été constitués à l'encontre des mis en cause pour trafic de stupéfiants, avant leur présentation devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem, précise encore le communiqué.

## L'aménagement des zones industrielles bientôt achevé

Les travaux d'aménagement des deux zones industrielles Bordjia 1 et Bordjia 2, dans la wilaya de Mostaganem, tirent à leur fin, avec un taux d'avancement de 98%, selon les services de la wilaya. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a présidé, dernièrement, une réunion consacrée au suivi de l'état d'avancement des travaux d'aménagement des deux zones industrielles situées dans la commune de Hassiane, ainsi qu'à leur raccordement aux différents réseaux vitaux. Les travaux ont atteint 98%, dans le cadre d'un projet doté d'une enveloppe financière de 6,7 milliards DA, selon les explications fournies lors de la réunion, à laquelle ont également pris part des représentants du Groupe des industries locales DIFANDOS. Les travaux portent sur l'aménagement d'une superficie glo-

bale de 400 hectares destinée à accueillir des unités industrielles, incluant la réalisation de routes, le raccordement aux réseaux d'eau potable, d'assainissement, de gaz naturel, d'électricité et de fibre optique, ainsi que des opérations de protection contre les inondations et d'évacuation des eaux pluviales et des oueds.

Le wali a insisté, au cours de la réunion, sur la nécessité d'identifier rapidement les besoins restants et d'achever les travaux finaux, notamment ceux liés au raccordement des deux zones aux réseaux d'électricité et de gaz naturel. La zone Bordjia 1, dotée d'une superficie de 200 hectares, comprend 483 assiettes foncières, tandis que Bordjia 2, de même superficie, en compte 81. Les deux zones pourront générer respectivement 3.200 et 1.300 emplois directs, une fois les unités industrielles mises en service.

## Chlef

## Les litiges de sécurité sociale en question

Abbad Miloud

Une journée d'étude ayant pour thème "la coopération judiciaire comme mécanisme de résolution des litiges de sécurité sociale", a été organisée dernièrement la maison de la culture par la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) en collaboration avec la cour de justice. Elle s'est déroulée en présence du président de la cour de justice, du procureur général adjoint, la présidente du tribunal administratif, le directeur de la réglementation et des affaires générales, le directeur de l'emploi, la directrice de la CNAS, des magistrats des juridictions relevant de la cour de justice de Chlef, les différents services de sécurité, des directeurs d'administrations et d'établissements publics, des cadres

des organismes sous tutelle du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.

Cinq communications ont été animées et suivies de débats. Parmi les thèmes abordés, on peut citer "les missions de l'institution", "les procédures de règlement à l'amiable des litiges pouvant survenir entre la Caisse et les assurés sociaux" et "le règlement judiciaire". L'objectif de la journée est de rapprocher les points de vue des auteurs du secteur social ainsi que de renforcer la coopération entre l'appareil judiciaire et la sécurité sociale. D'où la nécessité de mettre en place des mécanismes pratiques auxquels tous les partenaires doivent adhérer, dans le respect de la législation sociale, afin de consolider la confiance du citoyen dans les institutions de l'Etat.

## Apprendre l'anglais, un nouvel atout

El-Houari Dilmi

Apprendre l'anglais dès la petite enfance, semble être le vœu de nombreux parents d'élèves mais aussi de pédagogues et d'enseignants. L'introduction de l'anglais dès la troisième année primaire est un « acquis stratégique » et un « atout pour l'avenir », selon le ministère de l'Éducation nationale. Véritable temple de la culture et des arts dans la wilaya de Tiaret, la bibliothèque centrale de lecture publique « Mohamed El-Mili » entame un cycle de formation de la langue de Shakespeare à l'adresse des enfants. Cette initiative louable

vient pour inculquer l'anglais aux enfants, destinés à poursuivre leur cursus scolaire et universitaire dans cette langue universelle. Coachés par Malak Bouzidi, une étudiante de l'université « Ibn-Khaldoun » de Tiaret, déjà récompensée d'un premier prix aux olympiades mondiales de la langue anglaise à Amman en Jordanie en 2024. Les Olympiades internationales de linguistique (IOL) sont parmi les plus récemment créées des treize Olympiades internationales de sciences. Par ailleurs, rattachée dernièrement à la bibliothèque centrale de lecture publique « Mohamed El-Mili », la bibliothèque « Jacques Ber-

que » de Frenda a été dotée d'un important lot de livre, offert par le Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC) d'Oran. Sous la houlette de sa directrice, Nacéra Aouad, la bibliothèque principale de lecture publique « Mohamed El Mili », rayonne sur tout le territoire de la wilaya et même au-delà. Inaugurée en février 2022, la bibliothèque centrale de lecture publique est un espace dédié au savoir et à la connaissance, abritant un fonds documentaire de près de 40.000 ouvrages, destinés à un large public dans de nombreuses disciplines littéraires et scientifiques.

## Les établissements de la jeunesse s'adaptent

Six établissements de la jeunesse de la wilaya de Tiaret ont récemment lancé plusieurs activités scientifiques et pédagogiques destinées à encadrer et accompagner les jeunes intéressés par les domaines du numérique, de l'intelligence artificielle et d'autres disciplines modernes, a indiqué la Direction de la jeunesse et des sports (DJS).

Le chef du service des activités de jeunesse, Abdelkader Sebais, a précisé que cette initiative, inscrite dans le cadre de l'année d'activité 2025-2026 adoptée par le ministère de la Jeunesse, vise à attirer les jeunes et les enfants désireux de développer

leurs compétences dans des secteurs innovants tels que le digital, la robotique, l'intelligence artificielle et la création de contenu. Les jeunes inscrits bénéficient d'un encadrement scientifique et pédagogique spécialisé au niveau des Maisons de jeunes "Benferhat Ahmed" à Tiaret, "Bergad Abdelkader" à Mahdia, "Moufidi Zakaria" à Frenda, "Ali Maâchi" à Aïn Boucheikif, du complexe sportif de proximité de Dahmouni, ainsi que du centre de loisirs scientifiques de Sougueur. Ces structures disposent d'ordinateurs et d'imprimantes 3D, permettant aux participants de concrétiser leurs idées en projets réels. Les

rencontres régulières offrent également aux jeunes l'opportunité d'échanger leurs compétences et services à travers la réalisation de projets en robotique et en intelligence artificielle, tout en valorisant ces activités via des créateurs de contenu. Cela contribue à améliorer leurs compétences en marketing numérique, en plus des activités classiques proposées, a ajouté M. Sebais.

Selon la même source, ces six établissements ont été retenus en raison de leur rôle pionnier dans le domaine et du nombre des prix qu'ils ont remporté, lors de concours et festivals nationaux.

## Béchar

## De nouvelles zones pastorales créées

Une opération de création de nouvelles zones pastorales à travers les onze (11) communes de la wilaya de Béchar a été entamée par la direction locale des services agricoles (DSA), en coordination avec le Haut commissariat au développement de la steppe (HCDS).

Ces nouvelles zones seront mises en place grâce à la coopération des collectivités locales, du secteur des forêts, de l'Office national des terres agricoles, ainsi que de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), a précisé le premier responsable de la DSA, Abderabi El Hamel.

La création de ces zones a pour objectif principal de favoriser l'élevage extensif de différentes espèces de cheptels à travers la région,

a-t-il expliqué. Afin de mettre en œuvre cette initiative, les services compétents de la DSA ont entrepris une action proactive, comprenant les démarches administratives et techniques nécessaires à la création de ces nouvelles zones pastorales, a-t-il ajouté. Celles-ci viendront s'ajouter aux douze (12) zones pastorales déjà existantes dans la wilaya, a-t-il indiqué.

Lors d'une rencontre récente consacrée à ce projet, les responsables de la commune de Taghit se sont montrés précurseurs en proposant la mise en place de cinq (5) nouvelles zones pastorales, qui vont s'ajouter aux six (6) zones dédiées aux activités pastorales dans cette collectivité, a-t-il signalé.

Les autres communes de la wilaya sont également engagées dans la même démarche pour proposer leurs nouvelles zones pastorales, a-t-il souligné. La wilaya de Béchar recense 12 zones similaires à travers plusieurs communes s'étendant sur plusieurs milliers d'hectares, selon le même responsable.

A noter que le secteur des forêts a procédé, au mois d'octobre dernier, à la réhabilitation et l'équipement en kits solaires de quatre (4) puits pastoraux, à travers plusieurs zones pastorales de la wilaya, qui dispose actuellement de 74 puits similaires à travers la région, et ce, au titre des opérations de promotion et de développement des activités d'élevage.





# Comment Trump pourrait réparer le G20



PAR JIM O'NEILL\*  
AND RAMI KIWAN\*\*



\*Un ancien ministre du Trésor britannique et un ancien président de Goldman Sachs Asset Management.

\*\*Un ancien chef de l'unité de stratégie politique et de planification pour la présidence saoudienne du G20 en 2020.

**B**ien que le G20 ait été fondé à la fin des années 1990, il n'a été rendu opérationnel qu'en 2008, lorsque le président américain George W. Bush l'a mis sur pied pour coordonner les réponses intergouvernementales à la crise financière mondiale et donner un coup de fouet à l'économie mondiale. Le relais a ensuite été pris par le Royaume-Uni, où le gouvernement du Premier ministre britannique Gordon Brown a pleinement exploité le pouvoir de convocation et de coordination du G20, produisant ce qui a été largement considéré comme une réponse réussie à la crise. En raison de ce succès, il a d'abord semblé que le G20 jouerait un rôle plus permanent dans les affaires mondiales. Mais au début des années 2010, bien avant le premier mandat de Trump, le G20 avait déjà commencé à se perdre. La seule grande exception a été la pandémie de grippe aviaire COVID-19, au cours de laquelle il a contribué à coordonner les réponses des gouvernements et a organisé un sommet urgent sur la stabilisation des marchés et des chaînes d'approvisionnement. En principe, le G20 reste très prometteur. Contrairement au G7, qui cherchait auparavant à jouer un rôle similaire, il comprend les premiers pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et d'autres économies émergentes, telles que l'Arabie saoudite. Représentant plus de 80 % du PIB mondial, il revendique une légitimité mondiale bien plus forte que n'importe quel autre groupement économique.

**T**outefois, la dernière décennie a mis en évidence les lacunes du G20. Avec plus de 20 pays et autres organisations, il y a souvent trop de cuisiniers dans la cuisine. En conséquence, chaque accord et communiqué reflète le plus petit dénominateur commun, ce qui signifie souvent qu'il a été dilué et vidé de toute ambition. Pire encore, chaque pays hôte apporte ses propres priorités urgentes, transformant l'ordre du jour de chaque sommet annuel en une liste d'aspirations sans aucune chance d'être mise en œuvre.

**LONDRES** Le 1er décembre, la présidence tournante du G20 passera de l'Afrique du Sud aux États-Unis, plaçant son agenda sous le contrôle du président Donald Trump. Mais il reste à voir ce que ce passage de témoin signifiera pour le premier organisme économique multilatéral du monde. Si la présence de M. Trump à la tête de l'organisation pourrait réduire encore l'efficacité du G20, comme beaucoup s'y attendent, il n'est pas nécessaire que ce soit le cas. En fait, si M. Trump le souhaite, il peut insuffler une nouvelle vie à l'organisation.

Face à ces problèmes, de nombreux pays sont revenus à des groupements plus restreints. Le G7 continue de se réunir régulièrement pour discuter des questions mondiales, et les BRICS se sont récemment élargis pour inclure cinq économies émergentes supplémentaires (l'Égypte, l'Éthiopie, l'Indonésie, l'Iran et les Émirats arabes unis). Mais comme aucun de ces groupes ne peut mobiliser des réponses véritablement mondiales sans l'autre, le G20 reste le seul jeu en ville. Rétablir son efficacité devrait être notre priorité absolue. Malgré son scepticisme à l'égard du multilatéralisme, Trump n'est rien d'autre qu'imprévisible. Maintenant qu'il présidera officiellement le G20, il pourrait s'attirer les louanges du monde entier en améliorant son fonctionnement. Si cela vous semble fantaisiste, rappelez-vous que le G20 est parvenu à un consensus lors de son sommet de mars 2020, au cours du premier mandat de M. Trump, sur la lutte contre la pandémie. Un bon point de départ pour la présidence américaine du G20 serait de se concentrer moins sur le compromis - qui est à l'origine du plus petit dénominateur commun - et plus sur la conciliation. Pour que l'organisation soit efficace, elle doit être capable de faire des choix difficiles qui pourraient contrarier certains gouvernements.

**P**lus précisément, nous voyons deux domaines dans lesquels M. Trump pourrait faire une réelle différence. Le premier concerne la manière dont l'organisation envisage la représentation. Il est important de reconnaître que tous les membres ne sont pas égaux. La coordination des politiques mon-



diales serait plus efficace sous la direction d'un groupe plus restreint composé uniquement des principales puissances économiques. Sur la plupart des questions, les décisions des États-Unis, de la Chine, de l'Inde et de l'Union européenne devraient avoir le plus grand poids. Et dans certains domaines plus étroits, tels que la production d'énergie, il est logique que des pays comme l'Arabie saoudite aient davantage leur mot à dire.

**L**e deuxième domaine concerne la manière dont les objectifs économiques sont fixés. M. Trump pourrait poursuivre ce que l'ancien secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, avait commencé en essayant de persuader les membres du G20 ayant une importance systémique de s'engager à atteindre des objectifs en matière de balance des paiements et de compte courant, dans le but de réduire les déséquilibres mondiaux. Compte tenu de ses préoccupations, M. Trump devrait sauter sur cette proposition, d'autant plus qu'il devient de plus en plus évident que ses droits de douane nuisent à l'économie américaine.

Qu'en est-il des autres grands défis mondiaux, du changement climatique à la résistance aux antimicrobiens ? Il pourrait être prudent de suspendre toute nouvelle initiative jusqu'à ce que la présidence du G20 soit confiée à un gouvernement plus aligné sur le large consensus international. Étant donné que les coalitions de volontaires peuvent encore travailler dans les cadres existants sur ces questions, l'ordre du jour devrait viser à éviter les débats qui divisent et permettre à tous les membres de se concentrer sur l'adaptation du G20 à ses objectifs.

# Laisser fleurir un millier de régimes d'IA

**LOS ANGELES** - Il est largement admis que l'Amérique «déréglemente» l'IA, et il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. L'administration Trump a annulé les décrets sur l'IA du président Joe Biden et dévoilé un «plan d'action sur l'IA» promettant de «démanteler les barrières réglementaires inutiles.» Lorsque le vice-président JD Vance a participé au sommet de Paris sur l'IA en février, il a averti les Européens qu'une «réglementation excessive» paralyserait leur industrie de l'IA.



PAR ANGELA HUYUE ZHANG

Professeur de droit à l'université de Californie du Sud\*

**M**ais ce discours sur la déréglementation ne tient pas compte de la manière dont les États-Unis sont réellement gouvernés. Le gouvernement fédéral n'est pas le seul régulateur en ville. Il existe 50 gouvernements d'État qui peuvent légiférer et appliquer des règles lorsque les autorités fédérales refusent d'agir, ainsi que des tribunaux indépendants qui interviennent dans les affaires dont ils sont saisis par des particuliers ou des entités. Il en résulte un patchwork décentralisé, et non un vide réglementaire.

En octobre, les législateurs de 42 États avaient déposé 210 projets de loi relatifs à l'IA pour réglementer le secteur privé, les États contrôlés par les démocrates menant la charge. C'est le cas de la Californie, qui vient d'adopter un vaste ensemble de mesures exigeant la divulgation de l'identité des robots et la mise en place de mesures de protection de la jeunesse pour les «robots de conversation compagnons» ; introduisant un régime de divulgation progressive des données, afin que les plateformes puissent signaler les contenus générés par l'IA ; fixant des limites aux conseils médicaux non autorisés fournis par l'IA ; renforçant les recours en cas de pornographie «deepfake» non consensuelle ; circonscrivant la défense «AI-did-it» en cas de litige ; et interdisant explicitement la fixation des prix par les algorithmes.

**D**ans le même temps, l'État de New York a interdit les algorithmes de fixation du prix des loyers par les propriétaires et étudie des mesures relatives à la sécurité des modèles d'avant-garde, à l'étiquetage et à la divulgation d'informations sur les interprètes synthétiques (les «acteurs» de l'IA). L'Illinois a interdit la «thérapie par l'IA» en l'absence de professionnels agréés et a limité l'utilisation de l'IA lors de l'embauche. L'année dernière, le Colorado a adopté la première loi globale sur l'IA à haut risque, axée sur la prévention de la discrimination algorithmique. Les États contrôlés par les républicains ont également pris des mesures cette année. Le Texas a adopté une loi omnibus visant les utilisations manipulatoires et discriminatoires de l'IA. Le Tennessee (capitale de l'industrie de la musique country)

a réglementé l'utilisation du clonage vocal par l'IA. Enfin, l'Utah a établi des règles de divulgation et des garde-fous pour les chatbots proposant des services de santé mentale. Il est clair que la protection des enfants, la réglementation des robots et l'interdiction de la tromperie par l'IA bénéficient d'un soutien bipartisan, ce qui explique en partie pourquoi une tentative récente de préempter toutes les lois nationales sur l'IA pendant dix ans - incluse dans le «One Big Beautiful Bill» des Républicains - a échoué après une forte résistance des États et de la société civile.

**C**ertes, la décentralisation augmente les coûts de mise en conformité, en particulier pour les petites entreprises, et les partisans de la préemption font valoir que la législation de 50 États pourrait donner lieu à 50 définitions de l'IA, 50 obligations d'information et 50 méthodes d'application. Mais il s'agit là d'une caricature. Il est rare que les marchés utilisent 50 manuels de jeu, car les patchworks tendent à converger, les entreprises s'harmonisant avec la norme la plus stricte possible. De nombreux secteurs connaissent déjà l'«effet Californie» : les règles fixées à Sacramento deviennent souvent la norme nationale de facto, comme on l'a vu dans le domaine des émissions automobiles et de la confidentialité des données.

**E**n outre, un système décentralisé permet aux États-Unis de mener des expériences en temps réel en matière de réglementation de l'IA. Lorsque les États adoptent des règles d'intensité variable, ils deviennent des laboratoires de gouvernance. Les décideurs politiques peuvent voir ce qui fonctionne, écarter ce qui ne fonctionne pas et concevoir un modèle pratique pour une meilleure réglementation.

Dans le même temps, il est peu probable que les divergences entre les États soient aussi marquées que beaucoup le supposent. Étant donné que les États sont en concurrence pour les investissements, des règles trop strictes peuvent faire fuir les entreprises innovantes. C'est pourquoi le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a opposé son veto à la loi SB 1047, qui aurait imposé de lourdes obligations de conformité aux développeurs d'IA pionniers. En fin de compte, les législateurs de l'État ont opté pour une mesure de transparence et de divulgation plus restreinte. La restructuration d'OpenAI offre un autre exemple de ce même schéma. Alors que l'entreprise passait d'une structure à but non lucratif à une structure d'utilité publique, le procureur général de Californie, Rob Bonta, a insisté pour que des garde-fous plus solides soient mis en place. Après avoir obtenu des concessions en matière de gouvernance et de sécurité de la part d'OpenAI, il a fait un compromis et a refusé de s'y opposer.

Si tout cela vous semble familier, c'est parce que le déploiement de l'IA reproduit la politique du débat américain sur la confidentialité des données. Ici aussi, il est faux de dire que l'Amérique n'a «pas de loi sur la confidentialité des données». Les États-Unis disposent d'un grand nombre de lois de ce type, mais pas d'une loi fédérale unique et cohérente. Bien que la loi américaine sur la confidentialité et la protection des données ait été adoptée par la commission de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants des États-Unis avec un soutien bipartisan massif en 2022, elle est restée au point mort. Les États contrôlés par les démocrates, au premier rang desquels la Californie, ont exhorté le Congrès à adopter un plancher fédéral (et non un plafond) et à préserver les pouvoirs d'enquête et d'exécution des procureurs généraux des États, et les entreprises américaines ont fait pression contre une législation qui ne l'emporterait pas sur des régimes plus forts au niveau de l'État.

**N**ous pouvons nous attendre à la même dynamique avec la réglementation de l'IA, à moins que le Congrès n'opte pour un projet de loi qui fixe des bases fédérales tout en permettant aux États d'aller plus loin. Oui, les critiques mettront en garde contre le fait qu'une réglementation disparate pourrait handicaper les entreprises américaines par rapport à leurs concurrents chinois. Le système centralisé chinois peut en effet agir rapidement : lorsque le marché devient chaotique, les autorités peuvent imposer des contrôles radicaux avec une faible résistance institutionnelle ; et lorsque la croissance s'essouffle sous l'effet d'une intervention musclée, elles peuvent tout aussi rapidement assouplir les règles pour attirer les investisseurs.

Mais les Américains tentés par l'approche de la Chine doivent se souvenir du revers de la médaille. Comme je l'explique dans mon livre *High Wire : How China Regulates Big Tech and Governs Its Economy*, la mauvaise gestion par la Chine de la pandémie de COVID-19, sa vaste campagne de répression sur l'internet (qui a fait disparaître de grandes fortunes technologiques) et le malaise économique persistant dû à des réformes lourdes en matière de propriété nous rappellent brutalement que la centralisation est synonyme de fragilité.

**D**onc, non : l'Amérique n'est pas en train de déréglementer l'IA. Elle décentralise sa gouvernance. Cette voie plus désordonnée, plus bruyante et plus pluraliste est une caractéristique inhérente à son ordre constitutionnel et le fondement de sa résilience réglementaire. Plutôt que de considérer la décentralisation comme un frein à l'innovation, il faut la voir comme l'un des avantages concurrentiels les plus importants de l'Amérique.

\*Est l'auteur de *High Wire : How China Regulates Big Tech and Governs Its Economy* (Oxford University Press, 2024) et de *Chinese Antitrust Exceptionalism : How the Rise of China Challenges Global Regulation* (Oxford University Press, 2021).



# Les monnaies stables sont inévitables

**LONDRES** - Le marché des eurodollars - qui comprend les dépôts libellés en dollars détenus en dehors des États-Unis - est apparu à la fin des années 1950 pour répondre à la demande mondiale de liquidités en dollars, tout en évitant les coûts réglementaires associés à l'intermédiation financière libellée en dollars. D'abord considéré avec méfiance, notamment par les autorités américaines, le marché a rapidement été intégré au système monétaire mondial, les États-Unis assurant même une supervision partielle. Il est aujourd'hui indispensable à la finance mondiale.



PAR LUCREZIA REICHLIN

Ancienne directrice de la recherche à la Banque centrale européenne\*

Ce schéma s'est répété tout au long de l'histoire financière. Avant la crise financière de 2008, les «banques de l'ombre» - banques d'investissement, véhicules d'investissement structurés et fonds du marché monétaire - ont créé des engagements assimilables à de l'argent, qui n'étaient pas garantis par la Réserve fédérale américaine. Lorsque la confiance s'est effondrée, les liquidités se sont évaporées, entraînant des gels de crédit, des ventes forcées et des faillites. Pour assurer leur survie, de grandes institutions financières telles que Goldman Sachs et Morgan Stanley se sont transformées en holdings bancaires, accédant ainsi aux liquidités de la banque centrale et à l'assurance des dépôts. Alors que les innovations financières émergent souvent à la périphérie du système, hors de portée de la réglementation, si elles s'avèrent d'une importance systémique, elles finissent par être intégrées au cœur réglementé du système. En outre, lorsque des entités privées émettent à grande échelle des créances assimilables à de la monnaie, elles finissent par rechercher - ou sont contraintes d'obtenir - le soutien d'une banque centrale.

Les stablecoins, jetons numériques privés garantis par des actifs externes, sont susceptibles de suivre la même trajectoire. Ce qui n'est pas encore clair, c'est la manière dont ils seront intégrés dans le système monétaire, par quels acteurs et dans quel cadre institutionnel. La réponse dépendra en grande partie de la réglementation, et plus précisément de l'approche

adoptée par les États-Unis ou par l'Europe. Certes, les autorités des États-Unis et de l'Union européenne ont jusqu'à présent poursuivi un modèle de conservation, traitant les émetteurs de stablecoins comme des intermédiaires de paiement, plutôt que comme des prêteurs acceptant des dépôts. Mais les similitudes s'arrêtent là.

Les régulateurs américains estiment que les émetteurs de stablecoins d'importance systémique devraient fonctionner comme des institutions de dépôt assurées ou faire l'objet d'une surveillance prudentielle équivalente. Ces entités ne doivent pas nécessairement devenir des banques, mais elles doivent être soumises à des normes comparables, notamment à des règles strictes en matière de liquidité et à des exigences de fonds propres. Circle, qui émet les stablecoins USDC et EURC, a publiquement soutenu cette approche, préconisant une surveillance plus stricte et, éventuellement, des structures bancaires étroites qui pourraient éventuellement accorder aux émetteurs une éligibilité limitée pour détenir des réserves sur les comptes de la Fed.

En revanche, la réglementation de l'UE sur les marchés des crypto-actifs (MiCA) établit un système à deux voies. Les émetteurs non bancaires peuvent opérer en tant qu'établissements de monnaie électronique (IME), qui doivent détenir suffisamment de réserves pour garantir l'intégralité (1:1) des stablecoins émis, garantir le remboursement de la valeur nominale par les détenteurs de jetons et séparer les actifs des clients. Les IME ne peuvent pas prêter ni effectuer de transformation d'échéance, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas créer de crédit. Les établissements de crédit (banques) peuvent émettre des stablecoins directement dans le cadre de leurs licences bancaires existantes, sous réserve des mêmes normes prudentielles que leurs autres engagements. Par exemple, la filiale Forge de la Société Générale émet des EUR CoinVeritable en vertu d'une li-

cence bancaire complète. Banco Santander et BBVA explorent également des projets pilotes de dépôts tokenisés, dans lesquels les dépôts des clients sont représentés sur des blockchains autorisées, mais restent dans le bilan de la banque. En clair, les banques européennes peuvent émettre des dépôts tokenisés ou des stablecoins libellés en euros qui sont entièrement intégrés dans leurs bilans et supervisés par les mêmes autorités que leurs activités traditionnelles.

Le modèle européen a le mérite de la clarté institutionnelle. En reflétant le système monétaire à deux niveaux - dans lequel les banques centrales fournissent des réserves aux banques, qui fournissent de l'argent au public - il préserve la hiérarchie fonctionnelle entre l'argent public et l'argent privé. Mais ce modèle pourrait freiner l'innovation, car les opérateurs historiques sont souvent confrontés à l'inertie technologique. L'intégration des systèmes basés sur la blockchain dans l'infrastructure bancaire existante ne sera pas une mince affaire.

Le modèle américain a ses propres inconvénients, enracinés dans la séparation des fonctions de prêt et de dépôt des institutions. Si les émetteurs non bancaires de stablecoins (qui n'accordent pas de crédit) détiennent des réserves dans des bons du Trésor ou auprès de banques de dépôt, les banques commerciales (qui accordent des crédits) pourraient voir leur accès aux dépôts limité. En outre, à mesure que les marchés mûrissent, la frontière entre les stablecoins et les dépôts s'estompe. Si les émetteurs de stablecoins et les banques sont en concurrence pour le même pool de fonds de détail ou institutionnels, les régulateurs subiront des pressions pour les soumettre aux mêmes règles. Mais certains grands émetteurs de stablecoins feront pression dans la direction opposée, cherchant une plus grande flexibilité pour investir les réserves, accorder des crédits ou accéder directement aux comptes des banques centrales. Au fil du temps, ces pressions concurrentes pourraient donner naissance à une nouvelle

catégorie hybride : les banques numériques à réserves pleines ou étroites. L'histoire financière nous apprend une autre leçon importante : lorsque des dettes fonctionnent comme de l'argent, il y a toujours un risque de ruée. Réglementer les émetteurs de stablecoins en tant que dépositaires n'y change rien, même si cela réduit les risques opérationnels. Pour les banques traditionnelles, le risque de ruée est atténué par l'assurance des dépôts et la fonction de prêteur en dernier ressort de la banque centrale. Si les stablecoins acquièrent une importance systémique, les banques centrales pourraient n'avoir d'autre choix que d'étendre des protections comparables, soit directement, soit par le biais d'intermédiaires réglementés.

Le règlement MiCA de l'UE et la loi GENIUS des États-Unis suivent tous deux cette logique : bien qu'ils diffèrent sur le plan institutionnel, ils cherchent tous deux à soumettre les émetteurs de stablecoins d'importance systémique à une surveillance prudentielle et opérationnelle équivalente à celle qui s'applique aux banques. Bien que ni l'une ni l'autre n'exige la conversion formelle des grands émetteurs de stablecoins en banques, la trajectoire réglementaire favorise l'équivalence fonctionnelle en matière de surveillance prudentielle.

Cela suggère que les deux juridictions pourraient finir par intégrer les stablecoins au cœur du système financier par le biais de chartes, d'une supervision et d'une connectivité avec les banques centrales. D'une certaine manière, le modèle de Circle - un établissement non bancaire soumis à une surveillance prudentielle - constitue un pas dans cette direction.

L'essor des monnaies numériques est souvent présenté comme synonyme de la chute de l'argent traditionnel - et du système bancaire qui le véhiculait. Toutefois, il est plus probable que nous assistions au cours de la prochaine décennie à la réincarnation numérique du système bancaire, avec un stablecoin de paiement de détail circulant sur des blockchains publiques (telles qu'Ethereum), entièrement soutenu par des réserves détenues dans une institution liée à la banque centrale. L'architecture sera nouvelle, mais elle reposera sur une base éprouvée : la crédibilité de la banque centrale. La garantie ultime pour l'argent privé est et restera la confiance du public, incarnée par le bilan de la banque centrale.

\*Est professeur d'économie à la London Business School.

# L'agriculture au service de la sécurité



PAR BRAM GOVAERTS\* AND ALICE RUHWEZA\*\*



\*Directeur général du CIMMYT.  
\*\*Présidente de l'AGRA.

Par exemple, la guerre civile prolongée au Soudan a été brutale et s'aggrave, poussant certaines parties du pays à la famine. Cette misère, à son tour, a entraîné une détérioration de la situation sécuritaire et déstabilisé les pays voisins.

Bien entendu, la faim est loin d'être le seul facteur d'insécurité au Soudan et dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne. La nourriture est toutefois essentielle à la stabilité, ce qui signifie que le secteur agricole peut être une force de consolidation de la paix en Afrique et dans le monde. À cette fin, nos organisations - le CIMMYT et l'AGRA - ont travaillé avec des agriculteurs africains pour aider à stabiliser les régions en proie aux conflits et à l'extrémisme violent.

Dans l'État de Kassala, à l'est du Soudan, une coopérative dirigée par des femmes a montré comment de petites interventions peuvent améliorer le bien-être de la communauté. L'une des dirigeantes de la coopérative, Imtithal Atta, a pu augmenter ses rendements et ses revenus de manière spectaculaire après avoir appris de meilleures techniques de culture et avoir eu accès à des semences de meilleure qualité. Sa réussite a non seulement renforcé sa confiance en elle et son influence, mais elle a également contribué à faire baisser les prix des denrées alimentaires pour des milliers de personnes déplacées qui avaient cherché refuge dans la région.

Dans le nord du Nigeria, longtemps en proie au terrorisme, Habiba Abdulkarim et sa coopérative ont dû faire face à de nombreux obstacles pour obtenir des terres et des intrants agricoles fiables. En s'unissant pour défendre leurs besoins auprès des dirigeants locaux, le groupe a cependant eu accès à davantage de terres agricoles et à des semences de qualité. Cela a permis d'obtenir de meilleures récoltes et de réduire les coûts, d'encourager d'autres femmes à se joindre à la coopérative agricole et de générer des bénéfices pour les ménages et l'ensemble de la communauté.

Il ne s'agit pas de cas isolés. Lorsque les sociétés

**MEXICO CITY/NAIROBI** - Bien que le monde produise suffisamment de nourriture pour nourrir l'ensemble de l'humanité, le Programme alimentaire mondial des Nations unies a constaté que plus de 295 millions de personnes souffraient d'une faim aiguë en 2024, ce qui constitue un record. Si de nombreux facteurs ont contribué à l'augmentation de l'insécurité alimentaire, le plus important est le conflit. C'est particulièrement vrai en Afrique subsaharienne.



sortent d'un conflit, le rétablissement de l'agriculture est souvent un signe important de reprise. Un approvisionnement alimentaire régulier apporte des dividendes de paix tangibles : les familles peuvent manger, les agriculteurs peuvent gagner de l'argent et les économies locales peuvent se redresser. L'aide humanitaire peut aider ces communautés à se remettre sur pied, mais seuls des exploitations agricoles et des marchés fonctionnels peuvent rétablir une stabilité durable.

S'il s'agit de sécurité alimentaire au sens traditionnel du terme, c'est-à-dire d'un accès fiable à une alimentation suffisante et sûre, cette situation met également en évidence le fait que la nourriture peut être un produit stratégique. En plus d'assurer la subsistance des ménages, l'agriculture permet d'ancrer les États fragiles, de donner une légitimité aux gouvernements et de créer une ouverture à la coopération dans un monde de plus en plus fragmenté. Même si les économies en développement se concentrent sur la souveraineté alimentaire, l'autosuffisance étant synonyme de résilience géopolitique, cet objectif ne doit pas être en contradic-

tion avec l'interdépendance. Un secteur agroalimentaire national solide peut mettre les pays dans une meilleure position pour collaborer avec des partenaires internationaux selon leurs propres conditions, ce qui améliore encore la stabilité.

L'agriculture peut également offrir une plateforme de dialogue entre concurrents géopolitiques. Des pays en désaccord sur le commerce ou les frontières, par exemple, peuvent trouver un terrain d'entente lorsqu'il s'agit de lutter contre les maladies des cultures ou de stabiliser l'approvisionnement en céréales. Une telle collaboration peut renforcer la confiance lorsque les négociations sur des questions plus litigieuses sont dans l'impasse. Cela peut se faire par le biais de canaux gouvernementaux et non gouvernementaux, comme l'a montré la lutte mondiale contre la rouille du blé : les instituts scientifiques et les gouvernements partagent des variétés résistantes par-delà les frontières, protégeant ainsi les récoltes et favorisant la confiance, même lorsque les relations diplomatiques sont tendues.

Le changement climatique ajoute à l'urgence de renforcer la sécurité alimentaire. La hausse des tem-

pératures, les pluies irrégulières et la dégradation des sols ont déjà réduit les rendements des cultures, tandis que les changements climatiques propagent les parasites et les maladies. Ces pressions mettent en péril à la fois l'autosuffisance et la sécurité alimentaires. Prenons l'exemple du fusarium, un champignon qui peut faire rosir le blé et qui est toxique pour l'homme. Lorsque l'air devient plus chaud et plus humide, le fusarium se développe plus facilement, comme c'est actuellement le cas en Europe, où les cultures sont peu résistantes à ce champignon.

L'agriculture résistante au climat, qui comprend des variétés de cultures tolérantes à la sécheresse, des pratiques agricoles régénératives, une irrigation durable et une lutte intégrée contre les ravageurs,

est désormais essentielle non seulement pour maintenir la productivité, mais aussi pour prévenir les désordres civils résultant de la flambée des prix et de l'insuffisance de l'offre. Les pays qui ne peuvent pas nourrir leur population risquent des troubles sociaux, tandis que ceux qui ne peuvent pas travailler ensemble pour surmonter des problèmes agricoles communs risquent des conflits régionaux. Par conséquent, les chocs liés au climat sur le système alimentaire mondial pourraient provoquer des bouleversements sans précédent.

Pendant trop longtemps, l'agriculture a été isolée de la stratégie sécuritaire et diplomatique. Pourtant, les efforts visant à soutenir et à renforcer la résilience des systèmes alimentaires devraient être au cœur de la reconstruction post-conflit, servir d'arène de dialogue entre les adversaires et constituer une stratégie de première ligne dans la lutte contre le changement climatique. Le développement de l'agriculture locale - idéalement avec le soutien d'investissements internationaux - ne résoudra peut-être pas tous les conflits, mais aucun ne pourra être résolu sans lui.



M'sila

## Près de 44.000 comprimés psychotropes interceptés



Les éléments de la brigade polyvalente des douanes algériennes de M'sila, relevant de l'inspection divisionnaire de Bordj Bou Arreridj (compétence de la direction régionale de Sétif), ont déjoué une tentative d'introduction en contrebande de 43.800 comprimés hallucinogènes, indique un communiqué publié vendredi par ce corps constitué.

"Réalisée en collaboration avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) de la 1ère ré-

gion militaire, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le trafic illicite des drogues et des psychotropes, l'opération est le fruit de l'exploitation de renseignements précis", souligne le document.

La marchandise prohibée a été "découverte dans deux (2) valises dissimulées dans la caisse arrière d'un véhicule de tourisme", lit-on également dans le communiqué qui précise que l'opération a abouti à la "saisie de cette quantité de drogue, de 2 véhicules de transport utilisés

pour la contrebande, et à l'arrestation de 5 individus qui ont été déférés devant les instances judiciaires compétentes".

Cette action s'inscrit dans le cadre des efforts conjoints des différents corps de sécurité visant à mettre en œuvre la stratégie nationale dont l'objectif est de dissuader et de combattre le trafic de drogues et de substances psychotropes afin de préserver la santé et la sécurité publiques, conclut le communiqué des douanes algériennes.

Médéa

## Un nouveau périmètre urbanisable à Tablat

Un nouveau périmètre urbanisable de près de quatre cent hectares a été créé dans la région de Rasfa, commune de Tablat, au nord-est de Médéa, dans le cadre de l'expansion du tissu urbain de cette localité afin de remédier à la rareté du foncier. L'intégration des quatre cent hectares au tissu à urbaniser de la commune de Tablat, intervient après l'approbation, en 2024, par l'assemblée populaire de wilaya (APW) du projet de révision du plan directeur d'aménagement urbain (PDAU), devant permettre d'abriter des projets d'habitat et des équipements publics dont la réalisation butait sur le manque de foncier, a indiqué le chef de daïra, Ali Merouane, lors de la visite, jeudi, du wali, Djillali Doumi, à cet espace.

"La création de ce périmètre vise à transcender le problème de la rareté du foncier dans cette commune située en zone montagneuse où la majorité des terrains appartiennent à des particuliers", a-t-il précisé.

Il a ajouté que l'intégration de ces quatre cent hectares va "contribuer à disposer d'assiettes foncières pour l'implantation de nouveaux projets et accompagner ainsi les besoins nés de l'évolution démographique de la commune en matière d'infrastructures". Sur les quatre cent hectares, une superficie de 223 hectares sera réservée à l'aménagement d'un pôle urbain qui accueillera des logements, des établissements scolaires et divers autres équipements publics, a fait savoir le chef de daïra.

Dans cette perspective, le wali a

mis l'accent, au cours de cette visite, sur la nécessité de prendre en ligne de compte l'évolution du nombre d'habitants de la commune lors de la programmation des projets devant être réalisés et à donner la priorité aux projets qui auront un impact direct sur les conditions de vie des citoyens. "Le périmètre doit servir à l'implantation de projets qui participent à l'essor socio-économique de cette localité, et son urbanisation doit surtout s'opérer conformément aux règles établies par la législation en vigueur en matière d'urbanisation", a souligné le wali.

L'aménagement du site et l'implantation des projets d'habitat et des équipements publics interviendront, selon le chef de daïra, dès le début de l'année prochaine.

Béjaïa

## Près de 70.000 enfants concernés par la vaccination contre la polio

Un quota de plus de 100.000 doses de vaccin contre la poliomyélite a été réceptionné par la wilaya de Béjaïa, a-t-on appris, auprès de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Le secteur de la santé a reçu un quota de 100.450 doses de vaccin contre la poliomyélite, en prévision des premières journées nationales de vaccination contre la poliomyélite qui se déroule du 30 novembre au 6 décembre, a-t-on souligné auprès du service de la prévention générale à la DSP.

Ainsi, deux autres séances de vac-

cination vont être organisées du 21 au 27 décembre pour le second et du 25 au 31 janvier 2026 pour le troisième passage, a-t-on ajouté.

Près de 70.000 enfants âgés entre 2 mois à 5 ans sont concernés par la vaccination contre la poliomyélite dans la wilaya de Béjaïa, indique le service de la prévention générale.

Tous les moyens humains et matériels ont été mis en place par la direction de la santé et de la population (DSP) qui veille à la réussite de la campagne de vaccination, a-t-on souligné. Les établissements publics de santé de proximité (EPSP) et leur ré-

seau de polycliniques, salles de soin et centres de santé sont également mobilisés pour organiser des journées de vaccination contre la poliomyélite, selon les mêmes services.

Le personnel en charge de la vaccination, notamment les médecins coordinateurs et les agents vaccinateurs ont été formés en prévision de cette campagne de vaccination, a-t-on assuré.

Par ailleurs, des enquêtes seront également menées sur le terrain durant la période de vaccination pour s'assurer du bon déroulement de l'opération, note la même source.

Bouira

## Nouveau vol de disjoncteur électrique

Farid Haddouche

Un vol d'un disjoncteur électrique a privé 40 clients de l'électricité. Le réseau de distribution de l'électricité, a subi un acte de sabotage au niveau de la localité Boularbah, commune de Djebahia. Il s'agit du vol d'un disjoncteur électrique d'un poste transformateur 160 Kva, commis par des individus non identifiés. Cet acte a privé 40 clients

de l'énergie électrique. Il s'agit du 6ème cas de vol de ce genre de matériel durant l'année en cours. Six disjoncteurs électriques ont été volés au niveau de la cité Omar Cherif et Haouch char à Bourabache dans la commune de Lakhdaria, Beni

freha commune de Kadiria, Dar Echikh et Djekabib, dans la commune de Zbarbar et Boularbah dans la commune de Djebahia. Cet acte, vivement dénoncé, prive des citoyens d'électricité et cause des pertes financières importantes à Sonelgaz.

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

09 jomada ethania 1447

El Fedjr 06h10	Dohr 12h37	Assar 15h14	Maghreb 17h35	Icha 18h59
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Tébessa

## Amélioration annoncée de la distribution de l'eau

Le secteur de l'Hydraulique sera renforcé, dans la wilaya de Tébessa, par la mise en service avant la fin de l'année en cours de la station de traitement des eaux du barrage de Safsaf El-Ouesra (sud de Tébessa), selon la directrice locale du secteur, Sonia Rehahlia.

La même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que la mise en service de cette station de filtration et de traitement des eaux du barrage, qui a nécessité un investissement public de 200 millions de dinars consenti dans le cadre du programme complémentaire de l'année 2023, "permettra de produire 4.320 m3 d'eau potable par jour, ce qui améliorera notablement le rythme de distribution quotidienne de cette ressource vitale".

Elle a ajouté que le taux d'avancement des travaux du projet dépasse, à l'heure actuelle, les 90%, ce qui permet d'envisager très prochainement les essais préliminaires en vue de sa mise en service vers fin décembre, ce qui permettra d'améliorer la distribution d'eau potable aux habitants de la ville de Bir El-Ater et de renforcer l'alimentation en eau dans la région sud qui souffre d'un déficit en la matière.

Il convient de noter que le barrage de Safsaf El-Ouesra dispose d'une capacité de stockage de 20 millions de m3 dont une partie est dédiée à l'irrigation agricole, étant donné que la région sud de la wilaya, réputée pour son caractère agricole, produit d'importantes quantités de céréales.

Mila

## Quatre blessés dans une explosion de gaz

B. Bousselah

Quatre personnes ont été blessées vendredi dans une explosion de gaz de ville survenue dans une habitation dans la commune de Oued Seguen, apprend-on auprès de protection civile de Mila. L'incident s'est produit au niveau de la cuisine causant des

brulures de 3ème degré à une femme âgée de 32 ans et ses trois enfants âgés de 02 ans à 9 ans, selon la même source. Les ambulanciers de la protection civile ont évacué les blessés à la polyclinique de Telegghma. Les victimes ont été transférées par la suite vers le service des brûlés du CHU de Constantine.

Alger

## Les chefs-d'œuvre de l'opéra italien à l'affiche

Un récital de chants lyriques a été animé, vendredi à l'Opéra d'Alger "Boualem-Bessaïh", par des voix italiennes de premier plan, qui ont enchanté l'assistance avec des chefs-d'œuvre de l'opéra italien, en avant goût du 103e Festival de l'Opéra de l'Arena de Vérone de 2026. Habituellement annoncé, avant même sa tenue, dans différentes villes du monde par des concerts lyriques animés par de célèbres voix opératiques, le 103e Festival de l'Opéra de l'Arena de Vérone a choisi de s'inviter à Alger et se faire l'écho d'un récital époustouflant organisé, sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, par l'Institut culturel Italien d'Alger.

Issues de la "Fondation Arena de Vérone", les voix suaves et cristallines, d'Eleonora Bellocchi et Marta Torbidoni (sopranos) et celles présentes et étoffées de, Francesco Meli (ténor) et Gezim Myshketa (baryton), brillamment soutenues par la professeure et pianiste virtuose, Cecilia

Gasdia, ont rendu une dizaine de pièces, parmi les plus célèbres du répertoire mondial de l'Opéra classique, écrites par de grands compositeurs italiens.

En solo, en duo, en trio ou en quatuor, ces artistes hors paire époustoufflants de maîtrise technique, ont notamment rendu les pièces, "De' miei bollenti spiriti da la Traviata" et "Ritorna Vincitor da Aida" de Giuseppe Verdi (1813-1901), "Nemico della patria" d'Andrea Chénier (1762-1794), "Dunque è proprio finita" et "Quando men vo" da la

Bohème et "E lucevan le stelle, da la Tosca" de Giacomo Puccini (1858-1924).

Dans de belles variations modales et rythmiques le génie créatif des grands maîtres de la musique classique, a été fidèlement restitué par le talent et la virtuosité des prestataires aux voix puissantes aux tessitures larges, Invitant le public algérois à un voyage onirique de grande qualité.

A l'issue du spectacle, les artistes ont encore rendu dans l'euphorie du moment, la célèbre pièce, "O Sole mio" d'Eduardo Di Capua (1865-1917), après avoir été longtemps applaudis et rappelés par l'assistance. Devant un public nombreux et recueilli, le récital s'est déroulé dans une ambiance de grands soirs, en présence du premier Conseiller et Chef de mission adjoint à l'ambassade d'Italie à Alger, Simone Levoella, la directrice de l'Institut culturel Italien d'Alger, Antonia Grande et du directeur par intérim de l'Opéra d'Alger, Farid Khaous.

Le Festival de l'Arena de Vérone est un célèbre festival d'opéra qui se déroule chaque été, généralement du mois de juin au mois d'août dans l'antique amphithéâtre romain de Vérone, en Italie.

Allant vers sa 103e édition en 2026, cet événement prestigieux propose une programmation de plusieurs opéras, souvent accompagnés de concerts de musique symphonique et de ballets, dans l'un des plus grands amphithéâtres d'Italie.



## Ligue des champions d'Afrique - Après les nuls de la JSK et du MCA Ferveur dans les stades, déception sur le terrain



M. Zeggai

La ferveur a atteint son paroxysme aux stades Ali Ammar dit Ali La Pointe de Douera et Hocine Aït Ahmed de Tizi Ouzou, mais ni le MCA ni la JSK ne sont parvenus à s'imposer. Une question s'impose : nos équipes ont-elles les moyens pour tenir le coup à l'échelle continentale contre les équipes africaines ? Rien n'est moins sûr. Le niveau faible de notre championnat ainsi que l'écart dans la valeur technique individuelle expliquent cette incapacité à s'imposer au plus haut niveau.

Lors de cette 2<sup>e</sup> journée de la phase de groupes de la coupe de la Ligue des champions d'Afrique, nos deux représentants, le MCA et la JSK, ont été tenus en échec à domicile. Ces deux résultats de parité compliquent leur tâche pour le prochain tour. Même s'il est encore prématuré pour déterminer leurs chances de qualification, la situation mathématique s'annonce déjà difficile.

### LA JS KABYLIE MÉRITAIT PLUS

À Tizi Ouzou, les Canaris ont tout tenté, mais en vain. Il manquait ce petit supplément de niveau nécessaire pour l'emporter. Face à une équipe tanzanienne des Young Africans, très solide, les "Jaune et Vert" ont éprouvé les plus grandes difficultés à trouver

la faille. Ce n'est pourtant pas faute d'efforts. Au contraire, les nôtres ont tout donné, mais les attaquants ont manqué de concentration dans le geste final. Nechat et Hamidi, chacun dans son couloir, ainsi que Boudoubou ont bien travaillé pour alimenter l'attaque, mais c'est l'organisation défensive des Tanzaniens qui a eu le dernier mot. Josef Zinnbauer, le coach de la JSK, a ajusté sa stratégie au fil des minutes et effectué plusieurs changements pour insuffler du sang neuf à son équipe.

Les Canaris, soutenus par un public formidable, se sont surpassés et ont déployé une énergie considérable, mais cela n'a pas suffi pour obtenir la victoire. Compte tenu du volume du jeu produit, la JS Kabylie méritait de gagner, mais il y a des jours où la volonté et la détermination ne suffisent pas.

Ce résultat nul qui, cependant, ne reflète pas la physionomie de ce match, arrange beaucoup plus les affaires des Young Africans et Al Ahly qui s'emparent de la tête du groupe (B), avec quatre points, alors que les nôtres pointent à la troisième place, avec un seul point en compagnie des FAR.

### LE MOULODIA D'ALGER A RATÉ L'EXPLOIT

Au stade Ali Ammar dit Ali La Pointe de Douera, le MC Alger a été également accroché par les

Sud-Africains de Mamelodi Sundowns qui ont fait preuve d'une grande maîtrise du jeu. Complète dans tous ses compartiments, la formation sud-africaine a bien géré la rencontre malgré une ambiance explosive.

Il faut, néanmoins, noter une erreur arbitrale impardonnable à la 10<sup>e</sup> minute, lorsque l'arbitre burkinabé Jean-Ouattara a sifflé une faute technique sans sanctionner le joueur fautif sud-africain, pourtant dernier défenseur, d'un carton rouge.

Sur le plan du jeu, les Mouloudéens sont parvenus à réaliser un bon match sur le plan tactique devant l'une des meilleures équipes du continent. Sur le plan individuel, l'équilibre n'était pas parfait et les visiteurs ont confirmé tout le bien que l'on pensait d'eux. Ceci n'a pas empêché les nôtres de créer des occasions nettes de scorer comme celle de Ferhat qui a manqué de chance (42'). En seconde période, les protégés de l'entraîneur sud-africain, Rhulani Mokwena, ont jeté toutes leurs forces dans la bataille, mais en vain. Dommage, car le MCA était tout près d'un exploit face à cette équipe de Mamelodi Sundowns qui a prouvé son statut de favori pour la conquête du titre continental. Si les Sud-Africains ont consolidé leurs chances de qualification, les Algériens du Mouloudia se retrouvent dans une situation délicate et devront réagir pour espérer renverser la tendance.

## Coupe de la CAF L'USM Alger s'impose au Maroc

L'USM Alger a réussi une excellente opération en signant sa première victoire à l'extérieur de cette compétition continentale face au représentant marocain, l'Olympique Safi pour le compte de la deuxième journée de la Coupe de la Confédération. Victoire méritée des Usmistes qui ont bien tenu le coup jusqu'à la fin du match où Draoui, sur une passe décisive, surgit pour inscrire l'unique but de la partie. Il faudra mettre en relief également la

belle prestation du gardien de but Benbot qui s'est opposé avec brio aux rares incursions des Marocains de Safi. Avec deux victoires en autant de matchs joués, on peut dire que l'USM Alger a parfaitement débuté son parcours en phase de poule. Cela fait six points sur six possibles pour les Usmistes, solidement installés en tête de leur groupe.

Ainsi donc, à l'issue de cette victoire, la deuxième consécutive après celle à domicile face au club

ivoirien du FC San Pedro (3-2), l'USMA prend les commandes, à trois longueurs de son adversaire du jour. La compétition observera un arrêt pour laisser place à la Coupe d'Afrique des nations-2025 (21 décembre - 26 janvier 2026), avant de reprendre ses droits en janvier (23, 24, 25), avec au menu les matchs de la 3<sup>e</sup> journée. Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

R. S.

## Ligue 2 (12e journée) Le NA Hussein Dey accroche le CR Témouchent

La première partie des matchs de la 12<sup>e</sup> journée du championnat de ce groupe n'a pas été favorable au CR Témouchent qui a été contraint au nul par le NA Hussein-Dey. Les Témouchentois, solides leaders, ont concédé un nul vierge à domicile face à la coriace équipe du NAHD, manquant ainsi l'occasion de creuser l'écart en tête. Avec ce résultat, le CRT porte son total à 25 points, tandis que le NAHD atteint 21 unités, mais reste provisoirement au pied du podium. Pour justifier cet semi-échec, les Témouchentois ont désigné du doigt accusateur l'arbitre qui a, selon eux, privé leur équipe de deux pénalités. Derrière, le WA Mostaganem a signé l'un des succès marquants

de cette première partie de ce round en disposant nettement du GC Mascara (3-0), un résultat qui permet aux Mostaganémois de totaliser 19 points, à hauteur de l'ASM Oran, battue à Saïda (2-1). Le MC Saïda, grâce à ce succès, s'offre une bouffée d'oxygène et totalise 15 points, loin devant un GC Mascara (8 pts) en grande difficulté. À Béchar, l'US Béchar Djedid continue de broyer du noir. Cette fois-ci, les Sudistes ont arraché un précieux nul contre le WA Tlemcen (2-2). Si ce point ne suffit pas encore à quitter la dernière place (5 points), il permet à l'USBD d'endiguer une série de contre-performances. Le WAT atteint pour sa part la barre de 18 points.

## ASM Oran Trois défaites de suite, le club au bord de l'implosion

Trois matches, trois défaites. Tel est le bilan partiel de l'ASM Oran qui semble s'enfoncer un peu plus à chaque sortie. En effet, les mascarades se poursuivent pour les Oranais et la tension vient désormais de franchir un nouveau palier chez les supporters. La colère gronde, aussi bien chez le public que sur les réseaux sociaux. Les fans asémistes pointent clairement du doigt la direction du club, accusée d'être la principale responsable de cette crise de résultats. Le retour au stade Ahmed Zabana n'a fait qu'amplifier la contestation. De nombreux observateurs estiment que ce choix n'est pas en adéquation avec la vraie valeur technique du groupe. Si l'ASMO continue dans cette trajectoire, elle risque de jouer le maintien plutôt que l'accession.

En l'espace de trois rencontres, la formation asémiste a laissé filer neuf points et dégringolé au classement. Le début de saison prometteur semble désormais bien loin : l'équipe pointe à la septième place avec six longueurs de retard sur le premier et une route vers l'élite qui s'éloigne jour après jour. Les explications fusent, les lectures divergent, mais une chose est sûre : l'ASMO traverse une zone de turbulences.

La situation exige une réaction

M. Zeggai

## MO Constantine Aït Lamara n'entraînera pas le Mouloudia

Revirement de situation au Mouloudia de Constantine. En effet, un nouvel épisode vient agiter la scène au MOC. Le nouvel entraîneur, Hamid Aït Lamara, pressenti à la barre technique du club, a fait volteface. Selon un dirigeant du club mociste, la direction du club a consenti beaucoup d'efforts pour placer le nouveau coach dans les meilleures conditions. Plusieurs concessions ont été faites, selon lui. D'après le même dirigeant, l'entraîneur en question aurait exigé de nouvelles conditions matérielles et financières, jugées excessives par la direction qui a considéré incompatibles ces mêmes conditions.

"Nous avons fait tout ce qui était nécessaire pour lui garantir un ca-

dre de travail idéal. Plusieurs concessions ont même été accordées pour l'inciter à accepter", a-t-il affirmé. À présent, le MOC se retrouve de nouveau à la recherche d'un responsable technique compte tenu de l'écart entre les exigences du technicien et les capacités financières réelles du club. Nul doute que ce contrat avorté n'arrange pas les affaires du Mouloudia de Constantine. C'est l'incertitude au MOC qui est de nouveau plongé dans une instabilité chronique. En tout cas, les responsables du club ont entamé les démarches pour engager un technicien capable de relancer une équipe en quête de stabilité et de résultats.

M.Z.





AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT  
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°24/2025

La société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes-Benz SPA, sise à la zone industrielle d'Ain- Bouchekif –Tiaret, Algérie NIF N° : 001214042326511, dénommée **SAFAV-MB**, lance un Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacités minimales, en vue d'une fourniture de : « **Kit d'aménagement d'Ambulance Sanitaire & Médicalisée sur Sprinter VS30 311 CDI** ».

L'Appel d'Offre National Ouvert s'adresse à toute personne (s) physique (s) ou morale(s), publique(s) ou privée(s) :

- Carrossier algérien agréé par le ministère des mines ;

Ceux qui sont intéressés par le présent Avis d'Appel d'Offre peuvent se présenter à l'adresse ci-après :

**Société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes Benz,  
Secrétariat des commissions des marchés, zone industrielle Ain Bouchekif 14040/ Tiaret**

Les personnes déléguées pour le retrait du cahier des charges doivent se munir des documents suivants :

- Une copie conforme d'une **pièce d'identité** en cours de validité ;
- Une copie conforme à l'original de l'extrait du **registre de commerce** ;
- La **lettre d'accréditation** du représentant dûment désigné ;
- Le **reçu de versement des frais** de cession du cahier des charges d'un montant de Vingt Mille Dinars algériens (20 000,00 DZD) à l'agence bancaire **B.E.A**, Tiaret au compte de **SAFAV-MB** suivant (RIB : 002 00108 1082200293-17).

Les offres comportant les pièces et documents exigés dans le cahier des charges devront être scindées en trois (03) parties :

- Un (01) dossier de candidature comprenant les documents requis par le cahier des charges ;
- Une (01) offre technique comprenant les documents requis par le cahier des charges ;
- Une (01) offre financière comprenant les documents requis par le cahier des charges ;
- Une **caution de soumission** supérieure ou égale à 1,1 % du montant de l'offre si ce dernier dépasse 250 millions DA.

Les offres de candidature, technique et financière sont insérées dans trois enveloppes séparées, anonymes et fermées, indiquant sur l'extérieur de chacune, respectivement les mentions suivantes :

« **Dossier de candidature - A ne pas ouvrir- Appel d'Offre N°24/2025** »

Fourniture de **Kit d'aménagement d'Ambulance Sanitaire & Médicalisée sur Sprinter VS30 311 CDI**

« **Offre technique - A ne pas ouvrir- Appel d'Offre N°24/2025** »

Fourniture de **Kit d'aménagement d'Ambulance Sanitaire & Médicalisée sur Sprinter VS30 311 CDI**

« **Offre financière - A ne pas ouvrir- Appel d'Offre N°24/2025** »

Fourniture de **Kit d'aménagement d'Ambulance Sanitaire & Médicalisée sur Sprinter VS30 311 CDI**

Les enveloppes renfermant le dossier de candidature, l'offre technique et financière doivent parvenir sous plis fermé à l'adresse suivante :

**Secrétariat des commissions des marchés,  
Société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes-Benz  
BP 061, zone industrielle Ain Bouchekif 14040/ Tiaret.**

L'enveloppe extérieure doit être strictement anonyme et ne devra comporter que la mention :

« **À n'ouvrir que par la Commission d'Ouverture des Plis et d'Evaluation des Offres** »

**Appel d'offre N°24/2025**

Fourniture de **Kit d'aménagement d'Ambulance Sanitaire & Médicalisée sur Sprinter VS30 311 CDI**

La date limite de dépôt des offres est fixée à **30 jours** de la date de la première parution de cet avis d'appel d'offre dans les journaux.

La date d'ouverture des plis est fixée sur l'invitation remise conjointement avec le dépôt de l'offre.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de **120 jours**.

**NB : Coordonnées des personnes à contacter :**

Tel : (213) 670 613 234 / 046 24 94 01

Email : secretariat\_marche@safavmb.dz log@safavmb.dz

ANEP N° 2531101129 Le Quotidien d'Oran 30/11/2025

Importante entreprise nationale recrute

Diplôme : Ingénieur d'état ou Master 02 en :

- Génie civil
- Architecture
- Hydraulique
- Hygiène & Sécurité & Environnement

Expérience : Minimum 03 ans dans le domaine.

Exigence : Maîtrise de la langue Anglais.

Résidence : Oran et Environs.

Lieu de travail : Divers projets implantés au niveau du territoire national.

Avantages : Divers avantages selon la compétence.

Mail : recrutementgcb.dro@gmail.com

ANEP N° 2531101138 Le Quotidien d'Oran 30/11/2025



**Office public de l'huissier de justice**  
Maître Tadjine Slimane, Huissier de Justice près le Tribunal d'Arzew  
Adresse : Cité Benboulaïd, B4 n° 25 Arzew Tél : 0770.35.95.88

**Avis de vente aux enchères publiques**  
**Uniquement par soumissions cachetées**

Il sera procédé le 08 décembre 2025, à 11h00, au profit de : « **Sonatrach Activités LQS/ Direction Régionale de la Zone industrielle d'Arzew RIZ** »

Lot Unique	Désignations
	<u>Lot Divers :</u> Câble téléphonique+Touret de câble téléphonique, 208 micro-ordinateurs+81 onduleurs+05 micro-portables+03 serveurs+02 imprimantes+11 imprimantes aiguilles+151 imprimantes jet d'encre+56 imprimantes laser + 07 imprimantes thermiques+12 scanners+1 pix 535 R Bundle • Cautionnement: 500.000,00 DA

Conditions de participation : Vente sans garantie

- Les visiteurs souhaitant participer à la vente aux enchères doivent s'inscrire auprès de l'Office public à l'avance d'un délai de 48 heures.
- Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées uniquement aux détenteurs d'un cahier des charges délivré par le cabinet de l'huissier contre paiement 1.000 Da
- Tous les soumissionnaires payeront une caution de garantie de : 500.000,00 DA

**Huissier de Justice**  
**Maître Tadjine Slimane**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET AMENAGEMENT DE TRETTOIRE

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE WILAYA EL BAYADH

POS 22 ROUTE AFLOU - WILAYA EL BAYADH

NIF : 099632010774718

CINQUIEME AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES  
CAPACITES MINIMALES  
N° : ..... / 2025/

Conformément à l'article 44 de décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et la loi N°12-23 du 06-08-2023 portant réglementation des marchés publics. L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la Wilaya d'El Bayadh lance Cinquième avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales relatif à

Réalisation des 400/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a EL BAYADH en 04 lots séparés, Programme Complémentaire 2024

- Lot N°06 : Réalisation 120/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a El Bayadh
- Lot N°07 : Réalisation 80/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a El Bayadh
- Lot N°08 : Réalisation 100/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a El Bayadh
- Lot N°09 : Réalisation 100/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a El Bayadh

- Il s'agit d'un Cinquième avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse aux entreprises nationales, publiques ou privées, dont les capacités répondent aux critères sous cités :

1- Capacités professionnelles :

- Qualifiés à la catégorie Quatre (04) ou plus, dont l'activité principale bâtiment.

2- Capacités financières :

- Ayant réalisé un minimum de chiffre d'affaire cumulé durant les trois dernières années : supérieur ou égale à 50 000 000.00 DA. Joindre une copie des bilans financiers des années (du 2022 à 2024), visées par les services des impôts.

3- Capacités technique :

- **Référence professionnelle** : ayant réalisé au minimum un projet de Réalisation des 50 Logements ou plus en TCE ou un cumul de 100 Logement ou plus en TCE en prenant en compte au moins 20 logements ou un projet de catégorie « B » ou plus durant 10 dernières années (du 2015 à 2024) , justifié par des attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics et qui doivent comporter (l'intitulé du projet, le montant du projet, le délai, la catégorie du projet et la date de la réception provisoire).
- **Moyens humains** : un Architecte/Master en Architecture ou Ingénieur/masler dans le domaine du bâtiment, justifié par des pièces administratives et réglementaires y afférent à savoir : diplômes, attestations de travail, Affiliation CNAS et le cas échéant fiche carrière (pour l'expérience).
- **Moyen matériel** : L'entreprise doit justifier les moyens matériels suivant :
  - Un Engin de terrassement (Propriétaire ou contrat de leasing)
  - Grue Fixe ou Mobile (Propriétaire ou contrat de leasing)
  - Un Camion de 10 Tonnes (Propriétaire ou contrat de leasing)

La Liste des moyens matériels à mobiliser dans le cadre du présent projet dûment visée par le soumissionnaire, Matériel Roulant : cartes grises + polices d'assurances, et un Pv de Huissier de Justice Daté au moins 06 mois à la date d'ouverture des plis.

Contenu du dossier de soumission

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

1- L'Enveloppe dénommée « DOSSIER DE CANDIDATURE » contient :

- la déclaration de candidature dûment remplie et signée selon le modèle ci-joint.

- la déclaration de probité dûment remplie et signée selon le modèle ci-joint.
- Le certificat de qualification et classification professionnelle catégorie Quatre (04) ou plus activité principale Bâtiment.
- les statuts pour les sociétés
- Registre de commerce électronique
- Carte d'identification fiscale
- l'extrait de rôle néant ou échéance
- Les documents permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires, à savoir :
  - Capacités techniques :
  - Les moyens humains : justifiée par La déclaration annuelle des sa-aries d'année précédente et CASNOS pour le gérant, pour l'encadrement joindre les diplômes, attestations de travail, Affiliation CNAS et le cas échéant fiche carrière (pour l'expérience).
  - Les moyens matériels : \* Propriétaire : pour le matériel roulant joindre carte grise, police d'assurance, pour le matériel non roulant, un PV d'huissier de justice daté au moins six (06) mois à la date d'ouverture des plis.

2- L'Enveloppe dénommée « OFFRE TECHNIQUE » contient :

La déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.

Les documents permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif (selon modèle ci-joint. Daté, cacheté et signé sous peine de rejet de l'offre) répondant aux points suivants :

Le délai d'exécution y compris planning des travaux visé et signé par l'entreprise.

Les moyens humains affectés au chantier, Justifie diplômes, attestations de travail, Affiliation CNAS et le cas échéant fiche carrière (pour l'expérience).

Les moyens matériels affectés au projet, pour le matériel roulant joindre carte grise, police d'assurance, pour le matériel non roulant, un PV d'huissier de justice daté au moins six (06) mois à la date d'ouverture des plis.

Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « L. et accepté ».

Le procès-verbal de visite du site.

Le délai d'exécution y compris planning visé et signé par l'entreprise

Caution de soumission d'une valeur supérieure à un (01) % de montant de la soumission, s'il y a lieu.

3- L'Enveloppe dénommée « OFFRE FINANCIERE » contient

La lettre de soumission (selon modèle du cahier des charges) dûment remplie, datée, signée par le soumissionnaire

Le bordereau des prix unitaires, dûment rempli, daté et signé portant cachet et griffe par le soumissionnaire ;

Le devis quantitatif et estimatif, dûment rempli, daté et signé portant cachet et griffe par le soumissionnaire ;

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, fermée, contenant les trois plis cachetés séparés ; comportant la mention : « **À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres** » ; appel- d'offres N°..... l'objet de l'appel d'offres.

L'enveloppe doit porter la mention suivante :

A  
Monsieur Le Directeur Général de l'Office de promotion et de Gestion Immobilière d'El Bayadh  
Adresse du service contractant : Sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh  
« **À N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES** »  
**CINQUIEME Appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales**  
N° .....  
Réalisation des 400/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a EL BAYADH en 04 Lots Séparés ,  
Programme complémentaire 2024.

Les Soumissionnaires Sont invité à retirer les cahiers des charges auprès de direction générale de OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE WILAYA EL BAYADH , sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh , contre le paiement de 5 000 DA représentant les frais de production.

Aucune information relative au montant de l'offre financière ne doit figurer dans les plis de l'offre technique et plis de présentation sous peine de leur rejet

La Durée de préparation des offres s s est fixée à 15 jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres, sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

La date de dépôt des offres est fixée pour le dernier jour de préparation des offres au plus tard à 12h, au niveau de la Direction Générale l'OPGI d'El Bayadh , sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh

L'ouverture des plis se fera le même jour de la date de dépôt des offres, à partir de 13 h 00 mn, au niveau de la Direction Générale de l'O P G I d'El Bayadh, sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôt des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le présent avis est considéré comme invitation à tous les concurrents pour assister à l'ouverture des plis.

ANEP N° 2531015548 Le Quotidien d'Oran 30/11/2025



## APARTEMENTS

■Loue F1 à El-Yasmine, 1<sup>er</sup> (3U) – F1/F2 à St-Pierre, 1<sup>er</sup> (2,5U) – F2 meublé, centre-ville 4<sup>e</sup> (5U) – F3 Aïn el Turck, 2<sup>e</sup> (3U) – F3 meublé El-Kerma, 1<sup>er</sup> (5U) – Ag AB-DALLAH 041.38.62.87/ 0770.40.87.48

## PENSÉE

A la mémoire de notre très cher et regretté père, El-Hadj Jamal MIRALI. Cela fait six ans depuis que tu es parti, un samedi 30 novembre 2019, et pas un jour ne passe sans que nous ne pensions à toi. Tu es parti trop tôt, laissant un vide immense, mais aussi tant d'amour et de souvenirs. Nous pensons à toi avec tendresse et respect, avec douleur parfois, mais surtout avec fierté. Tu nous as laissé des valeurs, une force intérieure et l'envie d'honorer ton nom chaque jour. Nous repensons à ton regard bienveillant, à ta voix forte et protectrice, à ces moments, même les plus simples, que nous avons tant envie de revivre encore. Ton absence nous a appris la force, mais aussi l'importance de ne jamais oublier et même si elle nous pèse, nous trouvons dans ton souvenir une forme de paix. Qu'Allah, Le Tout-Puissant, récompense notre cher papa pour tout le bien qu'il a accompli au cours de sa vie : pour ses prières, ses sacrifices et sa droiture. Et nous aide à poursuivre le chemin qu'il nous a tracé. Papa, nous t'aimons profondément, nous ne t'oublions jamais.

الله برحمك، برحمتك الواسعة، وسبكك، فصح جنازة  
أنا وانا اليه راجعون  
Familles MIRALI, HACINI et BENDIMERAD

■A.V. appart 156 m<sup>2</sup> dans un quartier luxueux et très bien fréquenté, Cité Emir AEK, Oran, avec local ou bureau prof de 80 m<sup>2</sup> + 25 m<sup>2</sup> cour arrière et 15 m<sup>2</sup> mezzanine + certificat d'achèvement des trvx de façade – Tél : 0671.64.05.35-0782.33.12.16

■Loc F4, 120 m<sup>2</sup> 2<sup>e</sup> Akid Lotfi + Vends F2, 68 m<sup>2</sup>, 1<sup>er</sup> C/V + F1 30 m<sup>2</sup> 1<sup>er</sup>, Gambetta + Vds local 30 m<sup>2</sup>, à Miramar + loc local 280 m<sup>2</sup> Millénium 2 + Vds terrain 105 m<sup>2</sup>, les Palmiers + terrain 150 m<sup>2</sup> Belgaïd + Cab Imm VICTORIA 4 rue Khemisti Oran – Tél : 041.36.16.43/ 0557.87.64.93

## VILLAS

■URGENT : A vendre haouch colonial, sup 905 m<sup>2</sup>, acté + livret foncier, qui peut servir pour dépositaire ou usine ou logement, à Hassi Ameur village, W. Oran – Tél : 0797.46.23.13

■Bouhanifia Hammamat : A vendre habitation 120 m<sup>2</sup>, actée Livret foncier, Certificat de confirmation, en R+1. RDC : 2 garages, étage : F3 avec cour, eau, gaz, élect, propre – Tél : 0662.45.81.26

■Vente résidence neuve s/sol + rdc + 1<sup>er</sup> Sup : 230 m<sup>2</sup>, actée + L/F - S/S : Gg garage 100 m<sup>2</sup> / rdc : F3 + F4 / 1<sup>er</sup> 2F3 (non finis), trx à 50%, située parallèle à rue Mirauchaux, C/V d'Oran – Tél : 0781.23.72.04 - 0541.00.98.18

## EMPLOIS

■Importante entreprise de Travaux publics cherche, pour les besoins de l'entreprise, les postes suivantes : - Ingénieur en Hydraulique, - Ingénieur en Génie civil, - Comptable. Avec ou sans expérience. Nous envoyer CV eurlafaf@gmail.com

## VEHICULES

■Achat véhicules accidentés ou en panne, Léger et Lourd Tel : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82.

■Vend pièces détachées BMW, Land Rover, Volkswagen Tél : 0771.87.77.73 / 0550.54.50.34

Office public de l'Huissier de Justice près la Cour d'Oran  
Maître ANNABI Walid

49, rue Zaghoul-Es-Senia-Oran -Tél : 0770.69.00.75

### AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR SOUMISSIONS CACHETEES

Le 08 décembre 2025 à 09H00 heures, au siège de la Société Algérienne de l'Electricité et du Gaz - Transport du Gaz Direction Régionale Transport Gaz Oran-S.T.G-Boulevard des Martyrs-St-Hubert-ORAN

Lot N°	Désignation	Immatriculation
01	Renault Kangoo	02423.106.31
02	Renault Kangoo	02455.106.31
03	Mitsubishi Fourgon	00612.395.31
04	Fiat Doblo	16478.109.31
05	Toyota	01255.195.31
06	Renault Kangoo	02528.100.31
07	Renault Kangoo	02417.106.31
08	Nissan Camionnette	01096.306.31
09	Camion Hino Plateau	00361.292.31
10	Camion Renault Grue	00048.294.31
11	Camion Sonacome SNVI	00027.593.31/
	Lot de Mobilier de bureau et Extincteurs	/

#### Conditions de vente :

- 1/ Participation à la vente réservée uniquement aux soumissionnaires munis de l'original du cahier des charges qui peut être retiré de l'Office de l'Huissier de Justice contre la somme de 2.000,00 DA
- 2/Versement d'un cautionnement de 21% du montant de l'adjudication non remboursable en cas de désistement
- 3/ Vente sans garantie.

L'Huissier de Justice  
Maître ANNABI WALID

## Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر

أنقذ حياة بقطرة دم

## HUISSIERS DE JUSTICE

### محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail [canalsurpub@yahoo.fr](mailto:canalsurpub@yahoo.fr) T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

**CANAL SUR : Marketing & Publicité**

**Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse**



### AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°26/2025

La société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes-Benz SPA, sise à la zone industrielle d'Ain- Bouchekef –Tiaret, Algérie NIF N° : 001214042326511, dénommée SAFAV-MB, lance un Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacités minimales, en vue de fourniture de « Transport de Fourgons » du Port de Mostaganem au site de SAFAV-MB à Ain-Bouchekef- Tiaret.

#### Conditions d'Éligibilité des Soumissionnaires

L'Appel d'Offre National Ouvert s'adresse à toute personne (s) physique (s) ou morale(s), publique(s) ou privée(s), disposant d'un registre de commerce en cours de validité. Seuls les candidats remplissant cumulativement les deux (02) conditions suivantes seront considérés :

1. **Spécialisation** : Être spécialisé dans le Transport de Véhicules (justifié par un Registre de Commerce).
2. **Capacité de Flotte** : Le candidat doit disposer d'une flotte d'au moins cinq (05) attelages (tracteur + semi-remorque surbaissée spécialisée) pour le transport de véhicules (avec justificatifs de propriété à l'appui).

⚠ **Attention** : Toute offre ne respectant pas ces deux (02) critères d'éligibilité sera rejetée.

**Note sur la Capacité** : En plus des cinq (05) attelages minimaux requis dont il est propriétaire, le candidat est autorisé à inclure dans son offre d'autres moyens de transport similaires supplémentaires dont il n'est pas le propriétaire direct.

#### Détails du Transport :

- **Marchandise à transporter** : Véhicule Fourgon (Dimensions : Longueur x Largeur x Hauteur = 7,4m x 2,4m x 2,7m) ; (Poids = 3 320 kg)
- **Quantité totale à transporter** : 3 300 véhicules fourgons
- **Plan de Transport** : 3 300 véhicules seront expédiés en neuf (09) rotations. Chaque rotation concerne 380 véhicules et est espacée de 10 à 12 jours. La capacité journalière prévisionnelle de transport varie entre 60 et 80 véhicules (maximum).
- **Période du plan de transport** : du 05/12/2025 au 28/02/2026 ;

#### Modalités de Soumission

- **Objet de l'Offre** : Les candidats peuvent soumissionner pour le transport de la totalité ou d'une partie des 3 300 véhicules ;
- **Assurance Obligatoire** : Le soumissionnaire, dont l'offre est retenue, doit garantir que la marchandise sera assurée à hauteur de Douze (12) Millions de Dinars Algériens par attelage.

#### Critères d'Évaluation des Offres :

Une ou plusieurs offres pourront être retenues selon le processus d'évaluation suivant :

1. **Sélection Initiale** : L'offre affichant le prix le plus bas est retenue en premier.
2. **Sélection Complémentaire** : Si le soumissionnaire retenu avec l'offre la moins chère n'a pas la capacité de transporter la totalité des véhicules selon la capacité journalière de transport défini plus haut, l'offre ou les offres immédiatement supérieures seront également retenues.
3. **Objectif Final** : Le processus se poursuit jusqu'à ce que le transport des 3 300 véhicules soit intégralement couvert par les offres sélectionnées.

Les offres de candidature, technique et financière sont insérées dans trois enveloppes séparées et fermées, indiquant sur l'extérieur de chacune, respectivement comme suit :

**Dossier de candidature** : comprenant les documents suivants :

- Copie du registre de commerce ;
- Copie du numéro d'identification fiscale « NIF » ;
- Statuts de la société ;
- Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats ;
- Attestation de bonne exécution selon l'objet de l'avis d'appel d'offres, si requis

« Dossier de candidature - A ne pas ouvrir- Appel d'Offre N°26/2025 »  
Fourniture de Transport de Fourgons

**L'offre technique** : comprenant les documents suivants :

- Quantités et caractéristiques des moyens de transport ;
- Tous documents permettant d'évaluer l'offre technique.

« Offre technique - A ne pas ouvrir- Appel d'Offre N°26/2025 »  
Fourniture de Transport de Fourgons

**L'offre financière** : comprenant les documents suivants :

- Devis quantitatif et estimatif ;
- Montant des mesures d'accompagnement ;
- Tous montants ou prix liés à l'offre.

« Offre financière - A ne pas ouvrir- Appel d'Offre N°26/2025 »  
Fourniture de Transport de Fourgons

Les enveloppes renfermant le dossier de candidature, l'offre technique et financière doivent parvenir sous plis fermé à l'adresse suivante :

Secrétariat des commissions des marchés,  
Société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes-Benz  
BP 061, zone industrielle Ain Bouchekef 14040/ Tiaret.

L'enveloppe extérieure doit être strictement anonyme et ne devra comporter que la mention :

« À n'ouvrir que par la Commission d'Ouverture des Plis et d'Evaluation des Offres »  
Appel d'offre N°26/2025  
Fourniture de Transport de Fourgons

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 120 jours à compter de la date d'ouverture des plis ;
- La date limite de dépôt des offres est fixé au 03/12/2025 à 14h00 ;
- L'ouverture des plis aura lieu le même jour 03/12/2025 à 14h30, les soumissionnaires sont invités à y assister.

#### Contacts :

Tel : (213) 670 613 234 / 046 24 94 01

Email : [secretariat\\_marche@safavmb.dz](mailto:secretariat_marche@safavmb.dz)

[log@safavmb.dz](mailto:log@safavmb.dz)



2

## 21.10 Dune



11.55 Parole inattendue  
12.00 Tout le monde veut prendre sa place  
12.55 Journal Météo climat  
13.00 Journal  
13.20 13h15, le dimanche  
15.10 Affaires sensibles  
16.05 Un dimanche à la campagne  
18.05 Les enfants de la télé  
20.00 Journal  
20.30 20h30 le dimanche  
21.00 Journal Météo climat

En l'an 10191, l'humanité s'étend à travers les confins de l'univers, mais c'est sur Arrakis, une planète désertique et impitoyable, que se joue le destin des civilisations. Surnommée Dune, ce monde aride recèle sous ses sables brûlants la ressource la plus précieuse de la galaxie : l'épice mélange, une substance capable de prolonger la vie, de permettre les voyages interstellaires et même d'éveiller des pouvoirs psychiques insoupçonnés. Depuis des décennies, les Fremen, peuple nomade adapté aux conditions extrêmes du désert,...

3

## 21.10 Les enquêtes de Vera



10.20 Nous, les Européens  
10.55 Outremer.l'info  
11.10 Dimanche en politique dans votre région  
11.40 Dimanche en politique  
12.30 ICI 12/13  
13.35 Vivement dimanche  
15.40 Animalement vôtre  
17.25 Le jeu des 1000 euros  
18.05 Questions pour un champion  
19.15 ICI 19/20  
20.05 Stade 2

**Saison 12 - Ep1 : A contre-courant**  
A bord d'un bateau échoué sur la plage, on découvre le corps d'un homme, Frank Channing, qui travaille au conseil du Northumberland. Sa mort remonte à plusieurs jours. Des ecchymoses semblent provenir de plusieurs coups au visage et au thorax. Vera découvre à la victime une récente séparation d'avec sa femme, ainsi qu'un licenciement imminent après un comportement violent avec une de ses collègues. Pourtant, ces éléments ne correspondent pas au portrait de l'homme intègre que Vera dévoile au cours...

4

## 21.05 Compromis



10.00 Bluey  
10.53 Les as de la jungle à la rescousse  
11.35 Les as de la jungle . en direct  
11.40 Mission info  
11.50 Manger, bouger, dormir  
11.59 T'es au top  
12.40 Potobot  
13.25 Un jour, une question  
16.00 Fort Boyard  
18.06 Organisation Super Insolite  
19.10 Okoo-koo  
19.30 Le village des sourds  
21.00 Consomag

Deux amis de trente ans se retrouvent dans un appartement vide. L'un est un comédien médiocre, l'autre, un dramaturge raté. Le premier vend son appartement et a demandé au second d'être présent lors de la signature du compromis, afin de rassurer l'acheteur. En attendant de dernier, le ton monte tout doucement entre flatterie, et taquinerie, caresse et blessure jusqu'au règlement de compte auquel finit par assister l'acheteur abasourdi. Ce dernier se retrouve face à un choix : demeurer un témoin neutre ou devenir, bien malgré lui, l'arbitre de cette confrontation...

5

arté

TMC

09.30 Silence, ça pousse !  
10.25 Echappées belles  
12.00 Des trains pas comme les autres  
12.35 C à vous  
14.35 Lapin  
16.04 Imprévus  
16.25 Cuisine coréenne, la diplomatie du kimchi  
17.25 Apocalypse . la Première Guerre mondiale  
18.30 En société  
20.00 C politique  
21.05 Le monde en face  
22.15 Le monde en face  
22.55 A 2000 mètres d'Andriivka

10.15 Cuisines des terroirs  
10.40 Au cœur de l'Amazonie européenne  
12.10 Putois d'Europe, un chasseur infatigable  
12.55 Quand l'histoire fait dates  
13.30 Get Shorty . Stars et truands  
15.25 Burt Reynolds  
16.55 Charles Bronson, le génie...  
17.50 Klimt et «Le baiser»  
18.40 Arvo Pärt...  
19.45 Arte journal  
20.05 Les couples mythiques du cinéma  
21.00 Rio Grande  
22.45 John Wayne, l'Amérique à tout prix

10.20 L'île merveilleuse de Noël  
11.50 Une nounou au service de Sa Majesté  
13.30 Un Noël so British  
15.05 Noël à Notting Hill  
16.45 Noël au château enchanté  
18.20 Le fabuleux marché de Noël  
20.00 Les mystères de l'amour  
21.15 Kung-Fu Zohra

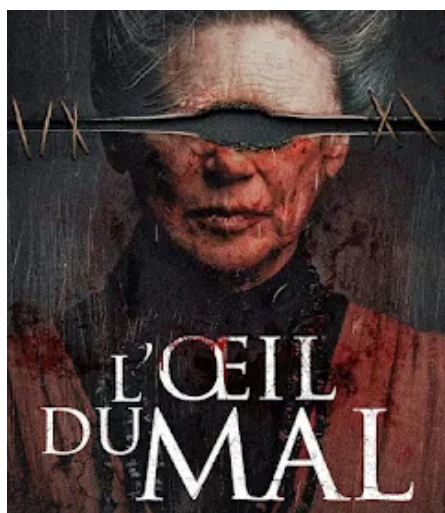


CANAL+ CINEMA 21.00

### GOD SAVE THE TUCHE

Acteur: Jean-Paul Rouve, Isabelle Nanty, Claire Nadeau, Sarah Stern,...

Après avoir goûté aux sommets du pouvoir – et des embarras qui vont avec –, la famille la plus déjantée de France a enfin trouvé son équilibre. Cathy Tuche (Isabelle Nanty), reine incontestée de la frite, a métamorphosé sa modeste échoppe en une friterie branchée, où se mêlent recettes ancestrales et esthétique ultra-moderne, grâce à l'œil avisé de sa fille, Stéphanie (Sarah Stern), devenue une designer talentueuse. De son côté, Jeff Tuche (Jean-Paul Rouve), l'ex-président aussi charismatique que maladroit,...



CINE + FRISSEON 20.50

### L'OIL DU MAL

Acteur: Shia LaBeouf, Michelle Monaghan, Rosario Dawson, Michael Chiklis  
Fâché et isolé, Jerry Shaw (Shia LaBeouf) lutte pour joindre les deux bouts et maintenir un semblant de vie normale malgré ses tensions avec sa famille. Sa routine est bouleversée lorsqu'il rentre chez lui et découvre avec horreur que son appartement est rempli d'armes et d'explosifs, le transformant en fugitif aux yeux des autorités. Accusé à tort de terrorisme, il se retrouve piégé dans un jeu dangereux, contraint d'obéir à une mystérieuse voix qui le contacte via son téléphone portable.



arté 20.50

### RIO GRANDE

Acteur: John Wayne, Maureen O'Hara, Ben Johnson, Claude Jarman Jr.,...

Frontière mexicaine, fin du XIXe siècle. Sous un soleil de plomb, le fort Starke se dresse comme un avant-poste isolé au bord du Rio Grande, où la cavalerie américaine livre une guerre sans merci contre les raids des guerriers Apaches. À sa tête, le colonel Kirby Yorke (John Wayne), un officier aussi respecté que redouté, mène ses hommes avec une discipline de fer, malgré les privations et la menace constante des attaques.

# TÉLÉVISION

TF1

## 21.10 Les Tuche 4



10.05 Automoto  
11.00 Téléfoot  
11.50 Les douze coups de midi  
12.50 Petits plats en équilibre  
12.55 Météo  
13.00 JT 13h  
13.40 Grands reportages  
14.50 Reportages découverte  
16.05 Star Academy, la quotidienne  
17.20 Sept à huit Life  
18.20 Sept à huit  
19.50 Petits plats en équilibre  
19.55 Météo  
20.00 JT 20h  
20.45 TF1, rendez-vous sport

Après avoir, contre toute attente, accédé à la présidence de la République, Jeff Tuche (Jean-Paul Rouve) sent le poids des responsabilités et une lassitude inattendue s'installer. Dans un coup de théâtre typiquement tuchien, il annonce en direct à la télévision sa démission, laissant la France sous le choc... et Bouzollès, leur ville natale, en pleine ébullition. Car pendant que Jeff jouait les premiers rôles sur la scène politique, les choses ont bien changé dans ce petit coin de France où le bon sens le dispute souvent à l'excentricité.

6

## 21.10 Capital



10.25 Turbo  
12.45 Le 12.45  
13.25 Un jour, un doc week-end  
17.10 66 minutes



19.45 Le 19.45  
20.10 Le 2010, Anne-Sophie Lapiex  
20.40 E=M6

Au sommaire : Folie fiscale, prix délirants : pourquoi tout augmente sauf vos salaires ? Jamais l'écart entre le salaire brut et le net n'a été aussi important. Pourtant, des patrons ont trouvé des solutions étonnantes pour mieux payer leurs salariés, en déjouant les pièges de la fiscalité. - 500 euros de plus par mois : le jackpot des applis ! Vinted, Tut Tut ou Momox, comment les exploiter au mieux pour gagner gros ?  
23.15 Enquête exclusive

CANAL+

## 23.27 Babygirl



11.56 Un petit Clique en +  
12.19 En aparté  
14.12 La grille  
16.56 Plateau Sport F1 / Moto  
17.00 Formule 1 . Grand Prix du Qatar  
18.46 Le Podium  
18.58 Formula One, le mag  
19.30 Canal Football Club  
20.27 Canal Rugby Club  
21.05 Rugby: Top 14 : Pau / La Rochelle.  
23.05 Canal Rugby Club le débrief

Romy, à la tête d'une entreprise florissante à New York, semble vivre un rêve éveillé. Avec un mari aimant et deux filles épanouies, sa vie professionnelle et personnelle est à première vue idéale. Pourtant, sous cette façade parfaite, des désirs inassouvis et un besoin d'évasion se cachent. Tout bascule lorsqu'elle fait la connaissance de Leo, un jeune stagiaire charismatique et ambitieux, qui vient de rejoindre son équipe. Une attirance immédiate naît entre eux, déclenchant une liaison passionnée qui remet en question ses choix de vie.

PLANETE +

TFX

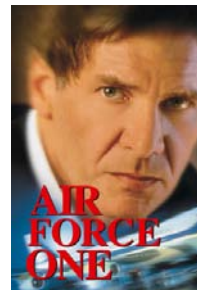
W9

09.31 American Pickers, la brocante made in USA  
11.50 Qui a tué Blood, Sweat & Tears ?  
14.34 Napoléon III, le prix de l'audace  
15.37 L'Europe des merveilles  
17.30 La vie secrète des pharaons  
19.24 American Pickers, la brocante made in USA  
20.55 Une brève histoire de l'automobile  
23.44 Secrets de châteaux

09.45 Top Info  
09.50 Cleaners les experts du ménage  
13.25 Friends  
19.55 Star Academy, la quotidienne  
21.10 ANNA  
23.25 Chroniques criminelles



09.30 Génération Hit machine  
10.30 Fréquentstar  
12.20 100% poker  
12.50 Desperate Housewives  
16.30 La petite histoire de France  
21.10 Air Force One  
23.20 Mon garçon





**Bélier 21-03 au 20-04**  
Vous ne manquerez pas de tonus. Journée sensuelle.

**Maureau 21-04 au 21-05**  
 Aujourd'hui, tout parti-  
 culièrement, vous avez  
 de voir du monde, de  
 votre bulle !

**Gémeaux 22-05 au 21-06**  
Il est temps de prendre  
soin de votre petite per-  
sonne et de vous mettre en valeur.

**Cancer** 22-06 au 22-07  
N'hésitez pas à faire le premier pas et les conseils nécessaires pour maintenir une bonne ambiance générale.

**Lion** 23-07 au 23-08  
Même si vos prochaines  
vacances sont encore  
loin, n'en ne vous empêche de  
planifier vos projets !

**Vierge 24-08 au 23-09**  
Vous saurez gérer vos dossiers avec brio et professionnalisme. Ce sera le moment de remettre de l'ordre dans vos affaires ou de résoudre un problème professionnel qui vous occupait.

**Balance** 24-09 au 23-10  
Faites un effort pour  
garder les pieds sur ter-  
rain, vous avez tendance à vous  
décoller du sol.

**Scorpion** 24-10 au 22-11  
Excellente forme. Votre  
pourmandise ne favori-  
s le bon fonctionne-  
votre transit.

**Agitateur** 23-11 au 21-12  
Vous êtes tellement tenu vers votre but que vous oubliez de vous occuper de vous.

**apricorne 22-12 au 20-01**  
 idéal serait d'établir un  
 ai budget, ce qui vous  
 erait de dépenser sans  
 !

**Verseau 21-01 au 18-02**  
Une bonne surprise est possible. Certains pour-  
trouver un être aimé et  
des liens plus raisonnés.

**Poissons 19-02 au 20-03**  
Vous n'aurez pas de soucis particuliers. C'est le moment pour évacuer le

FLÉCHÉS N° 9435

**SUDOKU N° 9435**

## LES SOLUTIONS

## 10 REFERENCES



## Le Pérou déclare l'état d'urgence à la frontière avec le Chili



**L**e gouvernement péruvien a déclaré vendredi soir l'état d'urgence à la frontière avec le Chili et a annoncé envoyer des militaires pour renforcer les contrôles, craignant une vague de migrants fuyant la possible élection d'un président d'extrême droite.

Cette mesure doit être mise en place dans la région de Tacna (sud) pendant 60 jours, anticipant la possible victoire du candidat chilien d'extrême droite Jose Antonio Kast à l'élection présidentielle, qui a promis d'expulser les personnes en situation irrégulière.

«La police nationale du Pérou assure le maintien de l'ordre, avec le soutien des forces armées», précise un décret gouvernemental.

Une cinquantaine de soldats seront déployés «immédiatement», a indiqué le ministre de l'Intérieur péruvien, Vicente Tiburcio, ajoutant que cinquante autres les rejoindront début décembre.

Une vidéo publiée par le gouverneur de la région frontalière d'Arica, dans le nord du Chili, montre des dizaines de personnes tentant de rejoindre le Pérou, au niveau du poste-frontière de Challuta-Santa Rosa.

## Naufrage sur le lac Maï-Ndombe en RD Congo: au moins 20 morts

**A**u moins 20 personnes ont perdu la vie dans le naufrage d'une embarcation sur le lac Maï-Ndombe, dans l'ouest de la République démocratique du Congo (RDC), ont rapporté des médias locaux.

Selon ces sources, le bateau se rendait vers la capitale, Kinshasa, lorsqu'il a chaviré jeudi soir à une centaine de kilomètres d'Inongo, chef-lieu de la province de Maï-Ndombe. Le diocèse d'Inongo (église) a confirmé un bilan provisoire d'«une vingtaine de morts».

Les médias locaux indiquent qu'un «ouragan» aurait balayé le lac entre 18h et 19h, heure locale, provoquant l'accident.

Citées par les médias, les autorités provinciales ont déclaré attendre les informations détaillées des équipes dépêchées sur place. Le nombre de passagers à bord et celui des rescapés n'étaient pas encore établis vendredi.

Les naufrages meurtriers sont fréquents sur les voies navigables congolaises, où la surcharge des embarcations, l'absence de gilets de sauvetage et les intempéries soudaines entraînent régulièrement de lourdes pertes humaines.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## La dernière résolution du Conseil de sécurité a discrédité la propagande du Maroc



**L**e représentant du Front Polisario auprès des Nations unies et coordonnateur de la MINURSO, Sidi Mohamed Omar, a affirmé que la dernière résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies avait clairement mis à nu les tentatives de l'Etat d'occupation marocain de diffuser des mensonges pour masquer son échec à faire passer ses thèses coloniales au sein du Conseil,

soulignant que la résolution a réaffirmé le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et a déjoué les manœuvres visant à contourner la légalité internationale.

Sidi Omar a expliqué, dans une déclaration à l'APS, avant l'ouverture, vendredi à Paris, des travaux de la 49<sup>e</sup> conférence de la coordination européenne de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO),

que le fond de la résolution 2797 de l'ONU, adoptée le 31 octobre 2025, insiste sur l'attachement aux principes et buts de la Charte des Nations unies, notamment au droit des peuples à l'autodétermination, affirmant que la solution doit être conforme à la volonté libre du peuple sahraoui et acceptée par son unique représentant légitime, le Front Polisario.

## Explosions puis incendies à bord de deux pétroliers en mer Noire

**D**eux pétroliers battant pavillon gambien ont subi des explosions qui n'ont pas fait de victimes et l'un d'eux était en feu vendredi soir en Mer Noire, à proximité des côtes turques, a annoncé la Turquie qui n'a pas constaté à ce stade de pollution.

«Le pétrolier Kairos, à vide et en route pour le port russe de Novorossiïsk, a pris feu à 28 milles nautiques de nos côtes, en raison de causes extérieures. Les 25 membres d'équipage sont

sains et saufs», a affirmé sur les réseaux sociaux la Direction turque des affaires maritimes (DGM).

Un deuxième pétrolier, le Virat, «a signalé avoir été touché à environ 35 milles nautiques», a également annoncé la DGM, sans préciser la nature de l'impact.

L'incendie sur le Kairos s'est déclaré vers 18H00 locales (15H00 GMT), selon le gouverneur de Kocaeli, İlhami Aktas, interrogé par la chaîne de télévision privée NTV.



## EDITORIAL

Par El-Houari Dilmi

### AU PANTHÉON DE L'HISTOIRE

**A**lors que le lourd contentieux mémoriel entre Alger et Paris constitue l'une des pierres d'achoppement sur le chemin d'une «normalisation» des relations entre les deux pays, l'on s'appête à donner le premier coup de manivelle du film sur l'une des figures emblématiques de la résistance contre le colonialisme français. En projet depuis plusieurs années, le film sur l'Emir Abdelkader, annoncé pour l'année prochaine, doit porter à l'écran à l'adresse du monde entier, la vie et l'œuvre de l'une des personnalités de premier plan ayant contribué à la naissance de l'Etat algérien moderne.

Beaucoup d'encre aura coulé sous les ponts avant la remise du rapport final

de la commission consultative et d'expertise, chargée d'accompagner le projet cinématographique national sur ce que d'aucuns présentent comme le «Jugurtha moderne». Il s'agit d'un film trop sérieux pour ne pas se permettre le moindre des errements. Si des personnalités académiques et artistiques algériennes ont été consultées, il faut attendre le résultat final des propositions de scénarios qui seront examinées dans le cadre d'un concours international. C'est dire qu'il n'est pas certain que le film obtienne l'autorisation de tournage avant un «aval présidentiel» sur les axes

principaux de la vie et l'œuvre du leader religieux et militaire, mais aussi l'identification des faits historiques essentiels et le choix des personnages.

La production du film sur l'Emir a été relancée après la sortie du film sur «Napoléon» -produit par des Américains -, venu pour vanter l'une des figures de l'histoire coloniale de la France. Sauf que l'Algérie est, elle aussi, dans son droit de mettre sous les feux de la rampe l'une des personnalités majeures ayant marqué l'histoire et la mémoire universelles. Et si pour «glorifier» Napoléon, une affiche géante du film a été déployée sur l'Arc de Triomphe, nous porterons l'Emir au panthéon de l'histoire, et vouer aux gémonies les «contrebandiers de l'histoire». D'hier, d'aujourd'hui et de demain...

## Les droits TV de la Liga cédés pour 1,23 milliard d'euros par saison



**L**a chaîne DAZN et l'opérateur téléphonique Telefónica, propriétaire de Movistar Plus+, ont renouvelé leurs droits de diffusion pour le championnat espagnol de football pour la période 2027-2032 pour 6,135 milliards d'euros, soit 1,23 milliard par saison, a annoncé vendredi le président de la Liga.

«Telefónica et DAZN ont renouvelé leurs accords pour la diffusion de cinq matches par journée (chacun), consolidant ainsi leurs partenariats stratégiques», s'est félicité sur X Javier Tebas.

Au total, la Liga «dépassera les 6,135 milliards d'euros de recettes audiovisuelles nationales sur le cycle 2027/28-2031/32, soit une hausse de 9% par rapport à la période précédente», a-t-il poursuivi.

Les enjeux autour des droits TV sont devenus centraux dans le football moderne, les recettes générées par les diffuseurs formant une partie prépondérante des budgets de nombreux clubs professionnels, que ce soit en Espagne comme dans les autres championnats européens.